

## Rapport préparatoire sur la situation française

*Introduction : le bureau du cercle a décidé de soumettre comme projet de rapport sur la situation française un document constitué d'extraits des numéros de CPS parus entre avril 2002 et janvier 2005 assortis de brefs commentaires (en italique) ; ces extraits sont tirés pour l'essentiel des éditoriaux du bulletin et de suppléments à CPS. Malgré les limites de ce type de présentation, elle permet à chacun d'évaluer la justesse de l'analyse du développement de la lutte des classes en France et de l'orientation qui en a été dégagée.*

### Elections présidentielles et législatives de 2002

*Dans le numéro 7 nouvelle série de CPS (mars 2002, spécial présidentielles), le Cercle indiquait l'enjeu de ces élections :*

#### La feuille de route du Medef : pour un quinquennat de contre-réformes

« Les 21 avril et 5 mai prochains aura lieu l'élection présidentielle, suivie en juin par les élections législatives. Pour la circonstance, et bien que, malgré les apparences, E-A Seillière ne soit pas candidat lui-même lors de ces élections, le Medef a engagé une campagne politique de longue haleine. Son objectif:

*"Le nouveau temps politique ouvert par l'avènement du quinquennat devra être celui de la réforme, du changement et de l'adaptation de notre pays"* (Seillière, le 19 février 2002).

*"Changement et adaptation"?* En fait, lors de son congrès du 15 janvier dernier, le Medef a adopté huit résolutions résumant les attaques essentielles contre le prolétariat et la jeunesse dont il entend qu'elles soient la feuille route du gouvernement issu des échéances électorales, dans le cadre d'un *"contrat de législature avec les entreprises"*.

En voici le contenu:

- faire fixer par les seuls "partenaires sociaux" le temps de travail entreprise par entreprise ou branche par branche, modifiant en ce sens la loi Aubry sur l'ARTT.

- d'une manière générale, faire reculer le champ d'application de la loi en matière de droit du travail au profit de négociations locales ou de branche, pour atomiser les acquis ouvriers.

- introduire les assurance privées, la concurrence, dans le domaine de l'assurance-maladie

- allonger l'âge de départ en retraite dans le public, voire dans le privé, permettre la retraite "à la carte" et créer de véritables *"fonds de pension facultatifs"*.

- amplifier la mise en œuvre du PARE, instrument de soumission des chômeurs (et de l'ANPE) aux besoins immédiats du patronat,

- *"rapprocher l'école, l'université, de l'entreprise"*, assurer l'emprise directe du patronat sur l'instruction publique, au moyen de la généralisation de la formation en alternance et de la validation des acquis professionnels (opposée à la reconnaissance des qualifications par les diplômes nationaux).

- réduire voire supprimer les principaux impôts pesant sur les détenteurs du capital des entreprises, mais aussi supprimer les cotisations assises sur les salaires pour les branches famille et maladie de la Sécurité Sociale.

- *"réformer" l'Etat*: décentralisation, notamment de l'Education, vers la liquidation du statut de fonctionnaire, réduction des dépenses publiques (donc du nombre de fonctionnaires), remise en cause du droit de grève dans les services publics.

Chaque travailleur, chaque jeune, peut aisément le mesurer: l'enjeu des élections qui viennent est d'abord là. Il s'agit de ne pas subir une défaite qui laisserait les coudées franches au grand capital pour appliquer ce programme de réaction sur toute la ligne. »

Le Cercle indiquait sa position, notamment dans un tract du 4 avril 2002, sous le titre : « Infliger une défaite politique à la bourgeoisie, battre Chirac »

:  
« La politique permettant de satisfaire les revendications et aspirations du prolétariat et de la jeunesse existe.

Abrogation des lois et décrets qui démantèlent les acquis ouvriers, en particulier les lois Aubry d'ARTT et leur application à la fonction publique, le plan Juppé de casse de la sécurité sociale et de l'Hopital public, les "réformes" contre l'enseignement public, les travailleurs immigrés (qui doivent bénéficier de droits égaux, y compris de vote), les libertés démocratiques.

Pour assurer le droit au travail, outre l'interdiction des licenciements et du travail précaire, le temps de travail doit être abaissé sans aucune flexibilité jusqu'à embauche de tous les travailleurs au chômage. Les embauches nécessaires dans les secteurs socialement utiles (santé,

enseignement, etc.) doivent être effectuées. Le pouvoir d'achat doit être garanti par l'instauration de l'échelle mobile des salaires.

Pour mener cette politique, il faut rompre avec la loi capitaliste du profit, procéder aux expropriations nécessaires des grandes entreprises et des banques pour mettre sur pied un plan de production élaboré et réalisé sous contrôle ouvrier; la dette publique doit être annulée, il faut rompre avec l'Union Européenne, ses traités, sa monnaie, dans la perspective des Etats-Unis Socialistes d'Europe. Pour réaliser tout cela, un parti ouvrier révolutionnaire est absolument nécessaire, et c'est à sa construction que veut œuvrer notre Cercle.

Il ne s'agit pas d'attendre qu'un tel parti surgisse pour lutter. L'Italie vient d'apporter une nouvelle illustration de l'orientation sur laquelle il est possible et nécessaire de combattre. La direction CGIL, rejointe par les "Démocrates de Gauche" et le parti de la "refondation communiste", a dû appeler à une manifestation centrale et nationale contre le gouvernement de Berlusconi, centrée contre la réforme droit des licenciements. Plus de 2 millions de travailleurs ont défilé à Rome. Oui, c'est sur la ligne du combat pour le front unique des organisations ouvrières, partis et syndicats, qu'il est possible d'engager de puissants mouvements de masse contre les gouvernements au service du Capital.

Cela est valable sur toutes les questions, et notamment aujourd'hui celle de la Palestine, où l'exigence d'un appel uni à manifester devant et contre l'ambassade d'Israël pour exiger l'arrêt du massacre du peuple palestinien et son droit à disposer de lui-même est d'une actualité brûlante.

A cet égard, les candidats Laguillier, Besancenot et Gluckstein, indépendamment de la recherche d'une issue politique que manifesteront ceux qui voteront pour eux, rejettent totalement cette politique posant la question du

pouvoir, du gouvernement, dont la réponse reste d'imposer un gouvernement PS-PCF sans représentants de la bourgeoisie. En conséquence, ils prônent l'abstention au second tour, refusent d'appeler à battre Chirac.

Mais le contenu du vote des travailleurs se rassemblant au second tour sur le nom de Jospin, candidat du PS, contre Chirac serait au contraire un point d'appui pour combattre la politique au service des capitalistes qui est précisément aussi celle que Jospin voudrait mener.

La défaite de Chirac encouragerait le prolétariat, la jeunesse, à prendre l'initiative, à engager le combat sur leur propre terrain avec leurs propres méthodes, celles de la lutte de classe, sur la ligne du front unique des organisations ouvrières, enseignantes, étudiantes.

**Aussi notre Cercle appelle-t-il à voter, sans entretenir d'illusions:**

**\* au premier tour, pour le parti ou l'organisation ouvrière de son choix,**

**\* au second tour, vote pour celui des candidats de ces organisations qui restera en lice. »**

### **Extrait de CPS n° 8 (27/05/2002) : Défaite du prolétariat dès le premier tour**

Le premier fait marquant de ce premier tour, c'est la chute des voix se portant sur les partis et organisations du mouvement ouvrier. La débâcle électorale des deux principaux partis ouvriers traîtres et dégénérés, le PS et le PCF, qui s'est traduite par l'élimination de Jospin dès le 21 avril, n'est pas compensée par les voix des organisations "d'extrême-gauche". Le score du PS est aussi désastreux que celui obtenu lors des législatives de 1993, c'est dire. Quant à celui du PCF, il n'est même pas possible de chercher une comparaison. Hue perd quasiment les deux tiers de ses voix en sept ans. C'est tout simplement le bilan de cinq ans de gouvernement de "gauche plurielle" au service du Capital qui s'exprime, bilan sur lequel CPS s'est assez largement exprimé pour qu'il ne soit pas besoin d'y revenir une nouvelle fois. Il suffit de citer les congratulations de de Robien à Gayssot, lors de la passation de pouvoirs au ministère des transports: "*je te (sic!) félicite du travail que tu as accompli depuis cinq ans*"...

Ont au contraire largement prospéré sur ce bilan réactionnaire les formations bourgeoises membres de la "gauche plurielle" dont la progression est tout à fait significative.

Une fraction de l'électorat ouvrier s'est reporté sur les candidats "d'extrême-gauche", principalement LO et la LCR, le PT ayant eu un score à la mesure de son appel à ne pas voter, même pour lui. (...) le vote LO, LCR et PT confondus manifeste à l'évidence la recherche par une fraction réelle mais limitée du prolétariat et de la jeunesse d'une issue politique. Si ce mouvement est demeuré limité, c'est naturellement par l'absence de réponse de ces organisations à la question centrale: quel pouvoir, quel gouvernement, - dans quoi s'inscrivait leur refus préventif et commun d'appeler le cas échéant à voter PS au deuxième tour contre le candidat principal de la bourgeoisie Chirac- et

le refus d'ouvrir la perspective du combat pour le parti ouvrier révolutionnaire.

Mais la hausse de l'abstention, un record pour un premier tour d'élections présidentielles, s'explique d'abord (pas uniquement) par une forte abstention ouvrière. Pour de larges secteurs du prolétariat, de la jeunesse, cela manifeste avant tout un profond désarroi politique.

Doit être pris enfin en considération le fait qu'une fraction importante de l'électorat ouvrier, dans des proportions équivalentes à celles de 1995, a continué de voter pour le candidat du Front National, d'autant que tous les autres partis y régressent dans le même temps. Ce sont le PS, le PCF, et les dirigeants syndicaux qui portent l'entière responsabilité de cette situation qui voit le FN arriver en tête dans nombre de villes ouvrières. Leur politique de trahison systématique des intérêts ouvriers depuis la victoire électorale de mai-juin 1981, leurs années de "gestion honnête et loyale" du capitalisme en crise, a provoqué un immense désarroi, une grande confusion politique qui a jeté nombre de travailleurs dans les bras du démagogue raciste Le Pen.

Deuxième fait marquant: dès le 21 avril au soir, Chirac pouvait jubiler. Il savait avoir gagné. Que son résultat du premier tour soit aussi médiocre que ceux qu'il a réalisés à chacune de ses candidatures précédentes ne change strictement rien à l'affaire. Cela dit, les partis traditionnels de la 5<sup>ème</sup> République (RPR-UDF-DL) ont stagné dans ces élections à leur niveau (par rapport aux inscrits du premier tour des élections de législatives de 1997). Est en cause leur crise sous-jacente, dont la racine est leur échec à entraîner derrière eux les couches réactionnaires de la société sur l'axe de la réalisation des objectifs fondateurs de la 5<sup>ème</sup> République contre le mouvement ouvrier et les libertés démocratiques. Partant, est aussi en cause la situation

difficile de l'impérialisme français, impérialisme de troisième ordre, soumis dans certains secteurs à une concurrence intenable (ce qui s'était exprimé notamment lors de la ratification du traité de Maastricht). A cet égard, il est significatif qu'une partie non négligeable de l'électorat traditionnel du RPR se soit porté dès le premier tour sur le FN (ou le MNR), constitué précisément pour renouer avec

ces objectifs. C'est ce mouvement qui a assuré la progression du FN par rapport à 1995/97.

Mais disons-le: le plébiscite de Chirac au deuxième tour lui donne de nouveaux moyens pour tenter de résorber partiellement la crise de représentation politique de la bourgeoisie, et sa politique depuis sa réélection vise en priorité à récupérer les voix du FN.

---

### Progression incontestable du Front National

---

Le troisième fait marquant de ces élections est en effet le succès politique remporté par le FN, matérialisé par l'accession de Le Pen au second tour. Ce succès est évidemment d'abord dû à la débâcle électorale de Jospin. Mais il n'en demeure pas moins que le FN réussit à reprendre la place incontournable qui était la sienne notamment lors des régionales de 1998, et que la scission organisée au compte du RPR par Mégret et une grande partie de l'appareil avait nettement amoindrie – ce qui s'était vu lors des municipales de 2001. Rappelons que cette scission était sous-tendue par l'objectif (de Mégret) de faire du FN un parti "respectable", avec lequel RPR et UDF puissent s'allier sans risquer de mettre le feu aux poudres dans un prolétariat et une jeunesse spontanément hérissés par la nature du FN. (...)

Le Front National n'est pas un parti bourgeois "comme les autres". Dirigé par des nostalgiques du fascisme et de Pétain, il est la pointe avancée de la Réaction en France, et à ce titre son succès sert de point d'appui considérable aux mesures anti-immigrés, liberticides et policières prises par

les gouvernements successifs de la Cinquième République. En pratique, son "programme" est à quelques virgules près le programme du Parti Républicain aux USA, y compris en matière d'avortement, de peine de mort, d'immigration ... et de baisses des charges. Car le FN est avant tout au service du grand Capital, quand bien même son ossature vient de tous ceux dont les pieds ont été écrabouillés par la Cinquième République et la crise économique, de l'OAS aux patrons de PME. Pour qui en douterait, il suffit de considérer son revirement spectaculaire sur la question de l'Euro entre les deux tours. Après que le Medef ait signifié qu'il était hors de question de sortir de l'Europe et de la monnaie unique, J-C.Martinez d'abord, Le Pen ensuite, ont tout simplement opéré un virage à 180 degrés sur ce point.

Parti de type particulier, ultra-réactionnaire et raciste, le FN n'est pas pour autant un parti fasciste. Il ne dispose pas de troupes de choc prêtes à affronter le prolétariat (et dans ce domaine, il a aussi été affaibli par la scission d'avec le MNR mégretiste). Mais il constitue une base jusqu'ici solide pour s'engager dans cette voie si les circonstances s'y prêtaient(...)

---

### Le Front Républicain, tapis rouge déroulé au candidat principal du grand Capital

---

A partir du 21 avril au soir, à la notable exception de Lionel Jospin dans un premier temps, l'ensemble des représentants du PS et du PCF, la direction confédérale CGT, la direction FSU, et à leur traîne celle de l'UNEF, appelaient à voter Chirac. Le communiqué de la direction confédérale CGT du 22 avril affirme:

*"Cette situation lourde de menaces pour le monde du travail en matière de droits, de libertés, de progrès social, de démocratie conduit la CGT à appeler ses militants et ses organisations à tout mettre en œuvre pour faire barrage à Jean-Marie Le Pen : son résultat lors du deuxième tour de l'élection le 5 mai prochain doit être le plus bas possible."*

Cela revient à faire de Chirac le garant des "droits, libertés" du "monde du travail", et même celui du "progrès social"! Contrairement à ce qu'affirme le rapport fait par Le Duigou lors du CCN des 15 et 16 mai, affirmant alors:

*"Syndicalement, nous n'avons pas de responsabilités dans les résultats catastrophiques du premier tour. Mais nous avons d'immenses responsabilités pour bâtir des solutions",*

la direction confédérale CGT comme celle de FO, de la FSU, de l'UNEF, portait une responsabilité immense pour le résultat du premier tour, en n'appelant pas à voter contre les candidats de la bourgeoisie, pour les candidats des partis et organisations du mouvement ouvrier.

Mais à la défaite du premier tour s'est ajoutée une défaite politique pour toute la classe ouvrière: la mise en place d'un "front républicain" avec comme objectif le plébiscite de Chirac.

S'est enclenchée une campagne hystérique dans laquelle ont été stigmatisés en particulier Lutte Ouvrière, qui refusait d'appeler à voter Chirac, ou encore la direction confédérale FO. Cette dernière, bien que ne faisant pas mystère de son soutien à la candidature Chirac au second tour, se refusait en effet à se dépouiller des habits élimés de "l'indépendance syndicale", de "l'apolitisme", si utiles en tant de circonstances à la bourgeoisie quand il s'agit d'interdire à la classe ouvrière de poser la question décisive du pouvoir. Elle n'appelait donc pas formellement à voter Chirac.

Traçant la voie de la lutte contre le front républicain, le Cercle publie le supplément suivant pour le second tour :

#### Supplément à CPS n°7 du 29/04/2002

Après la défaite politique du premier tour des présidentielles, l'exigence pour les travailleurs, la jeunesse:

Front Unique des organisations ouvrières (syndicats – CGT, FO, FSU, UNEF- et partis - PS, PCF)

**\* Contre l'Union nationale : refuser le vote Chirac**

**\* Pour le combat réel contre le FN : non au « front républicain »**

**(...) Non au "Front Républicain" derrière Chirac**

Sitôt connus les résultats du premier tour et depuis lors, c'est par centaines de milliers que les jeunes, pour l'essentiel, manifestent spontanément pour exprimer leur rejet de ce que représente le Front National et Le Pen, le rejet de la politique que ce dernier résume volontiers sans aller jusqu'à le clamer par le slogan pétainiste "travail, famille, patrie" (*Le Monde*, 26/04).

Mais que font les dirigeants du mouvement ouvrier, à commencer par ceux de la CGT, de FO et de la FSU?

Leur responsabilité serait à l'évidence de ne pas laisser la jeunesse isolée et d'impulser la mobilisation pour dresser face au FN la force du prolétariat, la fougue de la jeunesse, pour balayer, briser les rassemblements du Front National.

Ainsi, le 1<sup>er</sup> mai au matin, Le Pen organise une démonstration à Paris. Dirigeants CGT, FO, FSU, UNEF, ainsi que le PS et le PCF, pourraient et devraient en appeler à la mobilisation des masses pour interdire par la force que ce rassemblement frontiste ne se tienne. C'est sur cette orientation que la défaite subie au premier tour de la présidentielle pourrait être pour le moins amoindrie.

Au lieu de cela, ils appellent, l'après-midi, à l'autre bout de Paris, à une manifestation dont la ligne est sans équivoque, celle que responsables du PS et PCF donnaient dès le 21 avril au soir: le vote Chirac. Dès le 22, la direction confédérale CGT affirmait même servilement que voter

Chirac serait le moyen de défendre "le progrès social", "les droits" des travailleurs. Mensonge!

Chirac n'est en rien un rempart contre Le Pen et le FN, sans même parler du "progrès social". Comme pour le prouver lui-même, il a fait siéger au premier rang de son meeting de Lyon (24 avril) et Millon, et Soisson, et Blanc, élus présidents de Région en 1998 avec le soutien du FN. Et qui ignore qu'en Italie, en Autriche ou au Danemark, les homologues de Chirac gouvernent avec ceux de Le Pen?

Qui a oublié l'assassinat de Malik Oussekiné par le gouvernement Chirac-Pasqua en 1986, la loi Chirac-Debré féroce anti-immigrés en 1997 ?

Le programme que Chirac une fois élu compte mettre en œuvre en matière de "Sécurité" (renforcement des forces de répression, création d'un ministère de la "sécurité intérieure", renforcement des pouvoirs et moyens de la Police) a peu à envier à celui de Le Pen – ce dernier se rengorgeait même à ce sujet durant la campagne de la "lepénisation des esprits". Au programme immédiat de Chirac figurent également une rapide attaque contre les retraites, contre les acquis collectifs de la classe ouvrière (dans la lignée de la "refondation sociale" du Medef), l'allègement non moins rapide de la fiscalité sur les entreprises et la bourgeoisie (impôt sur le revenu).

(...)

**Se préparer à faire face à une offensive réactionnaire de grande ampleur**

La défaite de ce premier tour, le plébiscite de Chirac organisé par le PS, le PCF, les directions syndicales ouvrières, sont la rampe de lancement d'une offensive tout azimut contre les travailleurs, la jeunesse, pour l'élection d'une majorité RPR-UDF-DL au parlement, d'autant que le PS a déjà prévu d'abandonner nombre de circonscriptions aux formations bourgeoises de la "gauche plurielle", et a annoncé qu'il se retirerait au profit des chiraquiens au nom du "front républicain".

Pour autant, la capacité de résistance du prolétariat, de la jeunesse, demeure. L'attestent aussi bien le vote pour LO et la LCR (et le PT), indépendamment de leur programme, que le refus de nombreux militants du PS de la consigne de vote pour Chirac, conspuant à l'occasion les dirigeants du PS.

Sur quelle orientation faut-il se préparer à combattre ? (..) agir sur la ligne du front unique des organisations ouvrières

est le moyen de lutte efficace contre les gouvernements à la solde du capital.

Cela se traduit en particulier en France aujourd'hui par  
- le rejet de la consigne de vote pour Chirac, la seule position conforme aux intérêts ouvriers lors du second tour étant de s'abstenir, ou de voter blanc ou nul  
- l'action du mouvement ouvrier pour balayer le Front National par les moyens de la lutte de classe

Cela se traduira aussi par le vote pour les seuls candidats des partis et organisations ouvriers lors des élections législatives, ce qui devrait aussi être la position des organisations syndicales ouvrières, enseignantes, étudiantes. Cela se traduit plus fondamentalement par l'exigence adressée aux directions syndicales qu'ils rompent enfin avec les gouvernements chargés d'affaires de la classe capitaliste, sur l'objectif d'un gouvernement issu du front unique des organisations ouvrières.

**Extrait de CPS n° 8 (27/05/2002) - Second tour: plébiscite triomphal pour Chirac**

Pour Chirac, c'est un plébiscite miraculeux. Le voilà le président le mieux élu au second tour de toute l'histoire de la Cinquième République. Sans remonter jusqu'à Napoléon III, ce score rejoint celui obtenu par exemple lors du référendum pour la ratification de la constitution de la 5<sup>ème</sup> République, plébiscite suivant le coup d'Etat de de Gaulle,

le 28 septembre 1958 lorsque le "oui" avait obtenu 66,3% des inscrits (79,4% des exprimés) et le non 17,2% (20,6%) des exprimés. Et effectivement, c'est la Cinquième République et le parti qui se réclame de son fondateur qui ont été ainsi plébiscités. PS, PCF, LCR et directions syndicales qui ont participé de ce plébiscite ont manifesté

une soumission exemplaire et ont ouvert la voie à la politique réactionnaire du gouvernement Chirac-Raffarin et à un éventuel succès de celui-ci aux législatives.

Le nombre d'abstention a considérablement chuté (pour atteindre un niveau équivalent à celui du second tour des trois élections présidentielles précédentes), et le nombre de bulletins blancs et nuls n'a que peu augmenté. Autrement dit, il n'y a pas eu de remise en question massive de la consigne de vote pour Chirac au sein du prolétariat.

Quant au FN, comme toujours, le "front républicain" ne l'a pas fait reculer, au contraire. Non seulement Le Pen réalise un petit plus que l'addition des voix FN et MNR du premier

tour, mais il a encore mordu sur une partie de l'électorat des partis bourgeois traditionnels, notamment celui de Démocratie Libérale, tandis qu'une partie des voix du MNR lui faisaient défaut (la scission n'a pas été oubliée).

Loin d'être une "*baudruche*" (Laguillier), le FN confirme au second tour son renforcement du premier. Il est d'autant plus en mesure de peser sur la politique du gouvernement Chirac-Raffarin, et de jouer un rôle important aux législatives, bien que ce terrain permette plus que les présidentielles aux conséquences de la scission FN/MNR de s'exprimer. Cela dit, tant Chirac de son côté que le PS et le PCF de l'autre, malgré leurs affirmations formelles, se sont disposés pour que le plébiscite du deuxième tour soit confirmé, dans la continuité du "Front Républicain".

Extrait de CPS NS n° 9 (11/10/2002) :

---

### Bref retour sur les positions des organisations ouvrières lors des élections présidentielles

---

Ces éléments de bilan du gouvernement Chirac-Raffarin ne peuvent qu'amener à revenir sur ce qui s'est passé à l'occasion des élections présidentielles. Parallèlement à l'appel du PS et du PCF à voter Chirac, appel appuyé par l'assertion que plus Chirac aurait de vote, moins il serait en mesure de mener sa politique (!), un communiqué commun signé notamment par la CGT et la FSU (mais pas FO) appelant à voter Chirac affirmait que cela permettrait de protéger les acquis sociaux, la sécurité sociale, l'éducation etc. Bref qu'il était de l'intérêt des travailleurs de voter Chirac.

Si l'honnêteté intellectuelle existait parmi ces personnages, ils devraient reconnaître que la politique menée par Chirac, Raffarin et Sarkozy est en de nombreux points, tout comme nous l'avions affirmé entre les deux tours, semblable à celle de Le Pen: elle est la plus réactionnaire qui puisse être mise en œuvre compte-tenu des rapports entre les classes, et le plébiscite offert à Chirac lui donne les moyens de la mener. Les lois Sarkozy, Perben, l'augmentation des décisions de reconduite à la frontière (Sangatte), l'affirmation que les sans-papiers devraient être pour une grande partie expulsés en sont un aspect. La mise en pièce de la législation du travail par Fillon en est un autre. Au sujet des sans-papiers, indiquons simplement que la régularisation de tous à une

condition simple: l'abrogation des lois Pasqua-Debré-Chevènement qui contraignent des dizaines de milliers de travailleurs émigrés à la clandestinité et les vouent du même coup à la surexploitation patronale.

En bref: la politique du gouvernement présidé par Chirac et sa majorité UMP constituent en soi un acte d'accusation irréfutable contre ceux qui ont pris la responsabilité d'appeler à l'élection de Chirac.

(...)

Tous ceux qui avaient refusé de prendre position pour le vote contre les candidats des partis bourgeois au premier tour comme au second le cas échéant, soit les dirigeants CGT, FO, FSU, mais aussi la LCR, LO le PT, et à plus forte raison quand ils ont ensuite appelé à voter Chirac au second (PS, PCF, dirigeants CGT et FSU, LCR), portent une immense responsabilité dans la politique aujourd'hui mise en œuvre par Chirac et son gouvernement, lui ont donné les moyens politiques de la mettre en œuvre, à savoir le plébiscite de Chirac, la constitution dans la foulée du "parti du président", l'UMP qui s'est emparé à lui seul d'une immense majorité de sièges à l'Assemblée nationale. Et encore, ce n'est qu'un début.

(...)

Le même numéro de CPS soulignait

---

### Les potentialités de combat du prolétariat demeurent

---

Depuis la rentrée, le prolétariat a déjà montré qu'il gardait la capacité d'engager le combat. Ce furent d'abord les enseignants de Guadeloupe, en grève générale pendant quinze jours avec l'ensemble de leurs organisations syndicales pour arracher des postes. Le 3 octobre, à l'appel de l'ensemble des fédérations syndicales, la grève a été très massivement suivie à EDF-GDF contre la privatisation, et également à Air France. La manifestation parisienne était aussi significative, quand bien même les dirigeants syndicaux cherchaient à la présenter de manière inoffensive, rencontrant même Francis Mer le matin de cette manifestation. La grève convoquée par l'ensemble des

fédérations syndicales de l'enseignement pour le 17 octobre devrait être massive.

Fait significatif: les travailleurs de la SNET (centrales électriques) ont obtenu par la grève le retrait total du "plan social" les touchant. Autre fait significatif: le PDG de la SNET est A.Sainjon, ancien dirigeant CGT...

Mais encore faut-il que cette puissance de combat trouve la voie du débouché politique. Celui-ci ne peut qu'être le combat contre le gouvernement Chirac-Raffarin, gouvernement UMP, pour lui infliger une défaite et le vaincre. Pour cela, le prolétariat n'a d'autre possibilité que

de chercher à utiliser encore ses vieilles organisations, aussi traîtres et dégénérées soient-elles, parce qu'il n'en a pas d'autres. La grève à EDF-GDF confirme ce qui s'est exprimé avec une autre puissance en Italie au printemps dernier contre le gouvernement Berlusconi: à chaque fois que les organisations traditionnelles, et au premier chef les organisations syndicales, appellent ensemble à la grève et à manifester, la réponse du prolétariat est considérable. Mais à aucun moment les limites fixées par les appareils ne semblent avoir été franchies. Les appareils n'ont pas été débordés.

Il s'agit aujourd'hui en France de combattre:

\* Contre la politique du gouvernement Chirac-Raffarin, contre ce gouvernement de guerre contre la classe ouvrière et la jeunesse

\* Pour le front unique des organisations syndicales (CGT, FO, FSU), du PS et du PCF contre le gouvernement

\* Pour la rupture de ces organisations avec le gouvernement, en particulier contre la participation au

"dialogue social" avec lui, contre la participation aux instances d'association des organisations syndicales, du PS et du PCF, à sa politique

C'est la réalisation du front unique des organisations ouvrières pour combattre le gouvernement UMP qui réunira les conditions de la venue au pouvoir d'un autre gouvernement, issu de ce front unique, un gouvernement sans ministre représentant les formations et partis bourgeois, la classe capitaliste.

C'est la mise en pratique de cette orientation, l'intervention voire l'insertion dans les mouvements du prolétariat et ce qui s'en dégagera, qui permettra de regrouper au compte de la construction du Parti Ouvrier Révolutionnaire combattant pour le socialisme, en mettant en avant, en relation avec les développements de la lutte des classes, la politique anti-capitaliste à même d'apporter les réponses politiques dont le prolétariat a besoin.

### La préparation de la contre réforme des retraites

Extrait de CPS NS n° 10 (7/12/2002) :

#### Un véritable plan de guerre pour battre en brèche l'ensemble des régimes de retraite

(...) D'ici six mois, le gouvernement Chirac-Raffarin entend bien avoir enfoncé l'une des lignes de défense fondamentales de la classe ouvrière.

Tout d'abord, Fillon va, au compte du gouvernement, faire la tournée des pays de l'Union Européenne dans lesquels des coups significatifs ont été portés contre les retraites.

Puis, courant janvier, il recevra des "personnalités qualifiées", au nombre desquels les anciens premiers ministres issus du Parti Socialiste, parti qu'il entend bien "mouiller" dans l'offensive, *"les mettre devant leurs responsabilités"* dit Fillon.

Ensuite, fin janvier, s'ouvriront les "concertations" menées tant par Fillon avec les dirigeants confédéraux (et d'abord ceux de la CGT et de FO) que par Delevoeye avec les dirigeants des fédérations des fonctions publiques.

L'objectif est que tout soit bouclé fin juin, pour, dit toujours Fillon: *" Au mois de juillet, on doit partir en vacances en*

*laissant une réforme bien engagée"* (Le Monde du 3 décembre)

(...) Oui, il n'y a vraiment rien d'exagéré à parler d'un plan de guerre, mûrement prémédité, soupesé, calculé, visant à battre en brèche l'ensemble des régimes de retraite, et ce jusque dans un calendrier qui prend appui sur la victoire électorale de Chirac et de l'UMP, laisse passer les échéances des élections professionnelles, et se déroule en un seul semestre pour aboutir juste avant les vacances d'été (rappelons que Balladur avait porté la durée de cotisation du privé à quarante annuités au début de l'été 1993).

Une victoire du gouvernement sur cette question signifierait qu'il a réussi à enfoncer une ligne de résistance fondamentale de la classe ouvrière. (...)

#### Ce que briser l'offensive du gouvernement sur les retraites exige

En participant au C.O.R. notamment, tous les dirigeants syndicaux admettent en principe la nécessité d'une "réforme" des retraites. Mais pourtant, rien n'est plus faux. Les arguments de la bourgeoisie sont connus: pour raison "démographiques", ne rien faire serait laisser ces régimes aller tout droit vers la faillite. Vieil argument qui est tout autant avancé quand il s'agit de justifier la flexibilité, la précarité, les licenciements, les baisses de salaires, bref, de faire baisser le prix et la valeur de la force de travail, au nom de la préservation de "l'entreprise". Mais il s'agit ici des retraites, qui sont, même indirectement dans le cas des pensions des fonctionnaires, du salaire différé.

Pas plus qu'il n'y avait de "déficit" de la Sécurité sociale justifiant une "réforme" en 1995, il n'y a de risque de "faillite" en ce qui concerne les retraites. Défendre les régimes de retraites, le régime général comme le régime particulier, c'est combattre en défense de la valeur de la force de travail, ce n'est ni plus ni moins que combattre pour défendre le salaire différé de tout le prolétariat.

Accepter l'hypothèse d'un risque de faillite d'ici dix ou vingt ans (sic!), comme l'ont fait peu ou prou les directions syndicales en participant au C.O.R., cela revient tout simplement à déclarer par avance que l'on ne combattra pas pour l'augmentation des salaires – en l'espèce du salaire différé – et au bout du compte à défendre le capitalisme.

S'engager dans les considérants "démographiques" est feindre d'ignorer qu'à la base des difficultés potentielles des régimes de retraite il y a le chômage de masse la pression à la baisse sur la valeur de la force de travail, qui diminue la masse de salaire différé alimentant les caisses ou finançant indirectement les pensions. Que dans le même temps des dizaines de milliards d'euros de cadeaux sont offerts aux capitalistes chaque année, sous forme d'allègement de charges, de dépenses militaires, du paiement de la dette publique. Il y aurait un déficit prévisible? Alors les patrons, l'Etat, doivent payer! Les régimes de retraites doivent passer sous le seul contrôle des syndicats ouvriers! Voilà la seule réponse ouvrière à la question des régimes de retraite.

Contre l'offensive du gouvernement, dont l'essence est d'avoir à ses côtés, aussi loin que possible, les directions des confédérations et fédérations syndicales – et le PS et le

PCF, il s'agit donc d'exiger des directions confédérales CGT et FO, de celles des fédérations fonction publique CGT, FO et FSU:

- qu'elles se prononcent sans ambiguïté pour le maintien des 37,5 annuités dans la fonction publique, pour la défense inconditionnelle de tous les régimes spéciaux
- qu'elles annoncent en conséquence qu'elles boycottent et boycotteront toutes les réunions de "concertation" organisées par le gouvernement sur les retraites, ainsi que celles convoquées par le Medef sur les retraites complémentaires
- qu'elle préparent le combat d'ensemble du prolétariat sur cette ligne, première condition pour le retour au 37,5 annuités pour tous les travailleurs, public comme privé.

Seule l'intervention, le combat déterminé et organisé sur cette orientation pourra ouvrir la voie à une défaite du gouvernement Chirac-Raffarin. (...)

---

### Bilan de la première phase de l'offensive gouvernementale contre les masses

---

Au total, depuis la rentrée, les appareils syndicaux ont poursuivi dans la foulée de leur position en faveur du vote Chirac, ils ont assuré au gouvernement une sérénité certaine. (...) Invité par LCI le 28 octobre, le même Raffarin pouvait être satisfait: tout ce que le gouvernement voulait faire passer avant de s'attaquer aux retraites s'est déroulé comme prévu:

*" Regardez bien le discours de politique générale,[du 3 juillet – Ndlr] semaine après semaine, les décisions sont conformes à ce que j'ai annoncé."*

Effectivement. En quelques mois, le gouvernement a procédé à un renforcement significatif de l'appareil d'Etat; fait passer un budget de suppressions de postes (hors gendarmerie, police et justice); engagé un certain nombre de privatisations; la décentralisation/"réforme" de l'Etat; les deux lois Fillon. Reste pour boucler son programme à faire voter le projet de loi Sarkozy d'agression contre les libertés démocratiques. Avant de revenir sur ces derniers points, il

faut aussi souligner que le gouvernement Chirac-Raffarin poursuit la mise en œuvre de certaines des mesures prises par le gouvernement précédent. Ainsi se prépare-t-il à opérer le basculement de pans entiers de la fonction publique d'Etat en Corse vers la fonction publique territoriale, en appliquant la loi Jospin-Vaillant.

Dans les universités, c'est le gouvernement Chirac-Raffarin qui s'applique à faire passer dans les faits les E.C.T.S., "crédits européens" qui sont l'instrument de la liquidation pure et simple des diplômes universitaires nationaux. Dans certaines universités (Montpellier, Toulouse, ...), les étudiants ont cherché à combattre contre l'application des ECTS, ce qui exige en premier lieu que les dirigeants du SNESup-FSU et de l'UNEF quittent les conseils d'administration chargés de mettre en œuvre cette contre-réforme et organisent le combat national et centralisé des étudiants, comme contre le projet de loi Devaquet en novembre-décembre 1986 .

---

## La guerre contre l'Irak

---

### *Une de CPS nouvelle série n° 11 (22/03/2003)*

---

#### **Communiqué du Cercle pour la construction du parti ouvrier révolutionnaire (l'internationale ouvrière révolutionnaire)**

Dans la nuit du 19 au 20 mars, l'impérialisme US, flanqué de l'impérialisme britannique, a déchaîné sa formidable machine de guerre et de destruction - dernier mot des capitalistes en matière de "civilisation" – contre l'Irak, déjà saigné par douze ans d'embargo, Irak que les Chirac, Schröder et Poutine ont œuvré ces dernières semaines à espionner et désarmer alors que la guerre s'annonçait déjà.

**Cette guerre est, du côté de l'impérialisme, une guerre d'agression, une guerre dont le but immédiat est de coloniser ouvertement l'Irak**, de s'en servir comme instrument de la "pax americana" au Moyen-Orient ... et de se servir dans ses immenses réserves de pétrole. Avec cette guerre, l'impérialisme américain, aiguillonné par la crise économique qui le travaille depuis deux ans, a aussi décidé d'évincer ses concurrents –principalement français et russe – de l'Irak. Il a, enfin, décidé de s'affranchir plus ouvertement que jamais des limites du cadre des relations internationales héritées de l'après seconde guerre mondiale, pour renvoyer notamment la France à sa place de puissance de troisième ordre.

L'opposition de Chirac, poussé par l'impérialisme allemand, main dans la main avec le boucher des Tchétchènes, Poutine, n'a pas eu d'autre raisons: défendre la place de l'impérialisme français à l'échelle internationale, et les profits en Irak de

TotalElfina (comme Poutine ceux des compagnies pétrolières russes), défendre le "*droit international*" dans la mesure où il coïncidait avec le "*droit d'exploiter*" l'Irak.

En conséquence de quoi, après avoir activement participé aux préparatifs de guerre, avec la résolution 1441 de désarmement de l'Irak, après avoir soutenu tous les ans l'embargo meurtrier contre l'Irak, Chirac a fait connaître sa position : que la guerre, qu'il "*regrette*" (sic!) soit "*la plus rapide possible*". Chirac est pour la victoire de Bush.

Dès le 11 mars, Chirac faisait savoir que la France ouvrirait aux avions US son espace aérien (tandis que des tonnes de matériel militaire américain transitaient par Francfort), et qu'elle était prête à participer à la "reconstruction" de l'Irak: à son occupation coloniale aux côtés des USA (comme elle le fait pour son compte en Côte d'Ivoire). C'est donc clair et net:

**la défense de l'Irak contre l'impérialisme exige de combattre contre le gouvernement Chirac-Raffarin.**

Depuis des mois de nombreuses manifestations contre cette guerre annoncée ont eu lieu. En France (et ailleurs) leurs organisateurs, le PS, le PCF, la LCR, les directions CGT, FSU - et de son côté celle de FO - ont pris la responsabilité de les situer sur le terrain du soutien à la politique de "paix" de Chirac, au nom du "droit international". Mais ils n'avaient rien à redire quand la France et l'Allemagne bombardaient la Yougoslavie, sans "mandat de l'ONU".

Ils ont travesti la politique de défense des intérêts de l'impérialisme français et de ses grands groupes en une politique favorable aux peuples opprimés, et aux travailleurs. Au moment où Chirac et Raffarin lancent une nouvelle phase de leur offensive contre travailleurs et jeunes visant à briser les régimes de retraite, démolir ce qui reste de la Sécurité Sociale, pulvériser la fonction publique et le système de santé public, ils lui apportent une aide des plus précieuses. Ils dévoient ainsi – en France comme ailleurs – les aspirations saines de centaines de milliers de manifestants sur une ligne de défense de l'ordre mondial existant, son "droit international", l'ONU. Comme si l'onction de cette assemblée mondiale de la réaction qu'est l'ONU aurait changé en quoi que ce soit le caractère réactionnaire de cette guerre!

Contre cette guerre impérialiste, contre les prétentions coloniales de Bush comme Chirac, la place des organisations issues du mouvement ouvrier, et notamment en France, est dans le camp de l'Irak.

Le droit des peuples à disposer d'eux mêmes, à commencer par les peuples d'Irak, Kurde, Palestinien, exige de combattre pour que les organisations ouvrières (syndicats, partis) se prononcent et agissent contre l'impérialisme:

- pour l'arrêt immédiat et inconditionnel de la guerre contre l'Irak
- pour le retrait immédiat et inconditionnel des troupes impérialistes du Moyen-Orient
- contre les résolutions de l'ONU: à bas l'embargo! Non au désarmement de l'Irak!

Non à l'occupation de l'Irak par les forces impérialistes.

C'est sur cette ligne qu'il s'agirait d'organiser manifestations et grèves en France:

**CONTRE L'INTERVENTION IMPERIALISTE, CONTRE LE GOUVERNEMENT CHIRAC-RAFFARIN,  
BAS LES PATTES DEVANT L'IRAK!**

Cela fait maintenant un siècle que l'humanité est entrée dans une ère de guerres permanentes, ouvertes ou non, impulsées par les grandes puissances capitalistes pour le partage et le pillage du monde. Le mouvement ouvrier révolutionnaire a depuis longtemps tiré la conclusion que pour les impérialistes, "guerre" et "paix" sont deux aspects d'une même politique de domination de la planète. Combattre effectivement pour en finir avec les guerres exige de combattre contre les gouvernements impérialistes, à commencer par celui de notre propre pays. Notre Cercle fait entièrement sienne la leçon tirée dès le début du siècle passé par les militants révolutionnaires: "*si tu veux la paix, prépare la révolution*".

### Le mouvement des masses contre la « réforme » des retraites et la politique du Cercle

Le lundi 6 janvier, les confédérations adoptent la plate-forme commune que CPS nouvelle série n°13 appréciera dans les termes suivants :

Se situant d'emblée sur le terrain de la « *nécessité d'une réforme* », les dirigeants syndicaux donnaient leur feu vert au gouvernement pour s'engager. Ceci d'autant plus que le projet de déclaration ignorait tout des revendications élémentaires en la matière : maintien des 37,5 annuités pour les fonctionnaires et les travailleurs des entreprises publiques, bas les pattes devant le code des pensions et les régimes spéciaux, abrogation des décrets Balladur.

Ils annonçaient ainsi qu'ils étaient disposés à s'engager dans la concertation organisée par le gouvernement. Pourtant, il ne fait aucun doute qu'ils savaient parfaitement où ce dernier voulait en venir. Leur déclaration se situait dans la lignée de leur participation assidue au COR.

Le gouvernement Chirac-Raffarin a parfaitement compris le signal, ceci alors que le 9 janvier 2003, le personnel d'EDF et de GDF rejetait par référendum le projet de protocole d'accord défendu par le gouvernement et la direction de la CGT. Le 8 janvier Fillon déclarait :

*« Cette plate-forme montre que les organisations syndicales se placent dans la démarche que nous leur proposons, c'est-à-dire une démarche de négociation, de dialogue, de concertation (...) c'est une initiative que je considère comme positive ».*

Le 12 janvier Francis Mer ajoutait : « Au plus tard en juillet prochain, le gouvernement aura présenté devant



l'Assemblée nationale sa politique de retraite et la fera passer ».

Après le « non » des travailleurs d'EDF-GDF, le Cercle éditait le tract sous le titre suivant (en date du 18 janvier 2003)

Contre le gouvernement UMP (et la direction CGT), les travailleurs d'EDF-GDF ont affirmé:

**Bas les pattes devant nos régimes de retraites! Maintien des 37,5 annuités!**

Les agents d'EDF-GDF ont imposé aux dirigeants CGT l'exigence "ne signez pas!".

Face à l'offensive générale du gouvernement Chirac-Raffarin contre les régimes de retraite et les 37,5 annuités dans le public, il s'agit d'imposer aux dirigeants des confédérations et fédérations CGT, FO et FSU:

- **Défendez les régimes de retraite et les 37,5 annuités dans le public**
- **préparez dans l'unité l'inévitable combat contre le gouvernement**
- **refusez de participer à la "concertation" qu'il organise**

(Extrait de CPS n°13 nouvelle série) :

A partir de la fin du mois de février les grèves dans l'enseignement public vont progressivement se développer. Les enseignants manifestent ainsi leur volonté d'engager le combat contre le gouvernement Chirac-Raffarin. Si, souvent, l'élément cristallisant le déclenchement des premières grèves est l'annonce des transferts de postes, immédiatement, les enseignants, qui dans leur grande masse n'ont aucune illusion sur la concertation engagée sur la question des retraites, exigent le maintien des 37,5 annuités pour tous les fonctionnaires, celui du code des pensions et bien entendu le rejet de toute suppression de poste dans le cadre des transferts de compétence et de la décentralisation. (...)

Dans les assemblées générales, les enseignants ont exprimé clairement qu'ils avaient pleinement conscience de l'enjeu

de la lutte qui s'engageait. A titre d'exemple, dès le 18 mars 2003, l'AG des instituteurs grévistes de Montpellier votait à l'unanimité moins une voix l'adresse suivante aux dirigeants des fédérations, des syndicats de l'enseignement :  
« - Exigez l'abandon de la contre-réforme des retraites, de la décentralisation, du cassage des statuts, des licenciements(...) Cessez toute discussion avec le gouvernement

- Lancez un ultimatum au gouvernement : s'il ne retire pas ses attaques et ses projets contre l'Enseignement et ses personnels ainsi que son projet de contre-réforme des retraites, alors vous appellerez à la grève générale de la fonction publique et de l'Enseignement public ».

Le 12 avril, le Cercle publie un supplément enseignement public se concluant ainsi :

**Ce que les personnels attendent**, ce n'est pas que les dirigeants syndicaux leur disent de "reconduire" dans leur coin, à l'aveuglette, une multitude de grèves émietées et donc impuissantes.

La "grève reconductible", c'est la division, département par département, établissement par établissement, au sein de chaque établissement, de chaque école, entre grévistes et non-grévistes.

**Ce que les personnels attendent**, qu'ils entrent en grève ou non faute d'appel clair des sommets syndicaux, **c'est que les dirigeants FSU(SNES, SNU, UNATOS), SE, SNAEN, FNEC-FO, FERC-CGT :**

**cessent les pourparlers avec le gouvernement et jettent tout leur poids dans la balance en appelant dans l'unité à la grève générale de l'enseignement public.**

C'est nécessaire, c'est possible. En entrant en grève dans de multiples départements, les enseignants ont largement démontré qu'ils étaient prêts à répondre à l'appel uni des organisations syndicales à la grève générale de l'enseignement public. Aussi s'agit-il aujourd'hui de multiplier les initiatives à tous les niveaux (motions d'AG, délégations, etc.) pour dicter aux dirigeants syndicaux cette exigence.

Si les dirigeants y appellent, dès le 6 mai la grève générale de l'enseignement public peut être totale. C'est leur entière responsabilité.

La grève générale de l'enseignement public ouvrirait en grand la voie à la grève générale de la fonction et des entreprises publiques, pour la défense des régimes de retraite, contre tout transfert de personnels et de compétence, la "décentralisation", contre les suppressions de postes.

**Seule la grève générale pourra faire capituler le gouvernement Chirac-Raffarin.**

C'est sur cette orientation que combattent aujourd'hui les militants de notre Cercle dans toutes les académies où ils interviennent. Et il faut le dire, à l'heure actuelle, aucun parti ou organisation ne combat sur la ligne d'imposer l'appel uni des organisations syndicales à la grève générale –exigence qui ainsi n'a pas été portée au congrès du SNES qui vient de s'achever. Aucun parti, aucune organisation, ne combat pour le front unique des syndicats (CGT, FO, FSU), du PS et du PCF, contre le gouvernement UMP Chirac-Raffarin.

S'il existait aujourd'hui dans l'enseignement un regroupement militant combattant consciemment sur cette ligne, la possibilité d'un combat victorieux contre le gouvernement Chirac-Raffarin en serait considérablement facilitée.

Enseignants, personnels, notre Cercle pour la construction du parti ouvrier révolutionnaire, de l'internationale ouvrière révolutionnaire, vous invite à en tirer les conséquences: prenez contact avec nous, combattons ensemble.

(Extrait de CPS n°13): Le 3 avril près de 500 000 travailleurs manifestaient avec la constitution d'imposants cortèges dans certaines villes (30 000 à Marseille, 10 000 à Bordeaux, 8 000 à Rennes, 15 000 à Pau...) et malgré l'absence d'appel central à la grève, les grévistes étaient plus de 340 000 dans la fonction publique d'État, soit 32 %.

Le 25 avril, le Cercle publie en conséquence un supplément CPS titré : « Pour arracher le retrait du plan Fillon, affronter et vaincre le gouvernement Chirac-Raffarin », qui met en avant l'orientation :

**Il s'agit d'exiger dans tous les secteurs des dirigeants CGT, FO, FSU qu'ils se prononcent:**

**Retrait du plan Fillon!**

- maintien du code de pensions, de tous les régimes spéciaux, des 37,5 annuités;
- pas un trimestre de plus, public ou privé;
- rupture de la "concertation", assez du "dialogue social" avec le gouvernement.

**Et en particulier, dans la fonction publique, d'imposer aux dirigeants des fédérations de fonctionnaires CGT, FO, FSU et de ceux de leurs syndicats qu'ils appellent à :**

**La grève générale jusqu'au retrait total du plan Fillon**

Le retrait du plan Fillon par la grève générale de la fonction publique, ouvrirait en grand la voie au combat uni pour la satisfaction des revendications des tous les travailleurs.

(Extrait de CPS n°13) Le 13 mai répondant à l'appel des confédérations et des fédérations syndicales, le prolétariat a massivement démontré sa volonté de combat pour arracher le retrait du plan Fillon. L'ampleur des manifestations dépassait celles de novembre-décembre 1995, même celle du 12 décembre. Plus de 2 millions de travailleurs dans la rue, des grèves nombreuses et massives en particulier dans les entreprises publiques et chez les fonctionnaires. 250 000 manifestants à Paris, 200 000 à Marseille, 100 000 à Toulouse, 80 000 à Bordeaux, 50 000 à Lyon et à Grenoble.

Avec sans doute une semaine de retard sur le mouvement réel, dans un supplément du 16 mai, le Cercle met en avant l'orientation suivante:

En manifestant à deux millions le 13 mai, en s'engageant massivement dans la grève les travailleurs ont montré qu'ils étaient prêts à combattre:

**pour défaire le gouvernement Chirac-Raffarin et sa majorité UMP**

La responsabilité des dirigeants confédéraux et fédéraux CGT et FO, FSU est totale.

Il faut leur imposer d'appeler sans plus tarder à:

**La grève générale pour le retrait du projet de loi Fillon**

(...) se concluant ainsi :

C'est maintenant qu'un retour en arrière de décennies peut être empêché. Maintenant, pas quand les enseignants seront rentrés, épuisés par des semaines de grève(s) émietées car reconductible(s) et locale(s), faute d'appel net de leurs fédérations à la grève générale, faute de comités de grèves se centralisant à tous les niveaux. Maintenant, pas courant juin comme le dit Thibault, date que les dirigeants CGT SNCF ont opposé aux cheminots.

C'est maintenant qu'il faut que les dirigeants confédéraux et fédéraux CGT FO et FSU appellent à la grève générale, comme l'ont demandé 400 enseignants de l'Essonne réunis le 12 mai, comme l'ont demandé le 13 mai 400 enseignants de Clermont-Ferrand, décidant d'aller en délégation à Paris au siège des fédérations.

C'est maintenant, disent des motions votées par des conducteurs de la RATP, qu'ils doivent exiger clairement le retrait du projet Fillon et pas d'autres "négociations".

**Les dirigeants syndicaux, et d'abord confédéraux, ont une responsabilité immense.** Assez de "discussions" avec le gouvernement! Assez des appels à "amplifier" (Blondel), assaisonnés de "temps forts"! Au lieu de convoquer d'immenses promenades dominicales "en famille" (Thibault, parlant du 25 mai), ce qui est nécessaire est une manifestation à un million et plus à l'Assemblée, contre le gouvernement UMP et sa majorité.

Alors, ceux qui aujourd'hui parlent au nom des travailleurs, de la fonction et des entreprises publiques comme du privé,

**les dirigeants confédéraux et fédéraux CGT, FO et FSU, doivent appeler à la grève générale pour le retrait du projet Fillon!**

***Rien n'est plus urgent que de combattre pour imposer cette exigence.***

Contre le gouvernement Chirac-Raffarin et sa majorité UMP doit se réaliser l'unité des organisations ouvrières, les syndicats, mais encore les partis PS et PCF qui se sont finalement prononcés pour le retrait du projet Fillon. Si le gouvernement Chirac-Raffarin et sa majorité UMP étaient battus par la grève générale, un gouvernement des organisations ouvrières unies pourrait

immédiatement voir le jour, s'appuyant sur les travailleurs, appliquant une politique conforme à leurs aspirations, stoppant la décentralisation, interdisant les licenciements, abrogeant les lois Sarkozy, créant les postes nécessaires, rétablissant et garantissant le pouvoir d'achat - rompant avec les capitalistes et leurs exigences.

Sur cette perspective, comme pour combattre aujourd'hui le gouvernement Chirac-Raffarin, il faut s'organiser.

*(Extrait de CPS n°13)* Encore et encore, les 22, 25 (malgré les manœuvres, en particulier de la CGT, pour limiter la montée sur Paris et diminuer le chiffre des manifestants, supérieur au million), le 27 mai, les manifestations seront massives, des centaines de milliers de travailleurs scandant « grève générale ».

Le 25 mai, Thibault précisait dans le *Journal du Dimanche*: "Arrêtons d'agiter ce vieux chiffon rouge (sic! – Ndlr). Nous ne faisons pas une manifestation avec l'objectif de renverser le gouvernement. Ceux qui sont dans la rue étaient parmi les plus mobilisés le 1<sup>er</sup> mai, l'an dernier, pour défendre les principes républicains (re-sic!- Ndlr)"

De son côté, Blondel répondait presque en direct à l'exigence des manifestants du 25 mai, interviewé pendant la manifestation: "appeler à la grève générale ça veut dire vouloir faire sauter le gouvernement".

Dans *Le Monde* du 27 mai, il complétera :

« J'ai utilisé à dessein les notions d'amplification", de "généralisation", de "coordination". Mais j'ai quelques craintes à employer le terme de "grève générale interprofessionnelle". Qu'on le veuille ou non, il renvoie à l'idée d'insurrection et, bien sûr, à une lutte politique contre le gouvernement. »

(...) Le 28 mai au soir, alors que le gouvernement avait adopté le jour même en conseil des ministres le projet de loi et programmé l'ouverture de la discussion à l'Assemblée nationale le 10 juin, CGT, FO, UNSA et FSU adoptaient une nouvelle déclaration commune :

#### CPS n°13 poursuivait :

Aux derniers jours de mai, la mobilisation des enseignants était loin d'être résorbée. Il restait au gouvernement et aux dirigeants syndicaux à gagner le temps nécessaire jusqu'à l'ouverture de la période des examens, et notamment le baccalauréat, puis des vacances. Le 27 mai le gouvernement convoquait un "comité interministériel sur l'éducation" qui ouvrait la porte à des négociations sur la question de la décentralisation. Dans le même temps, les commis de l'État à la direction de la SNCF, de la RATP et d'EDF/GDF multipliaient les déclarations et les notes internes pour dire que les travailleurs de ces entreprises n'étaient pas touchés par le projet de loi Fillon.

Dans ces conditions, les grèves programmées le 3 juin ont été suivies d'une manière très limitée. Rapidement, ces grèves, toujours contrôlées par la CGT, en particulier à la

« (...) les organisations syndicales CGT, CGT-FO, UNSA, FSU réaffirment leur exigence d'une véritable négociation et d'un débat démocratique pour construire le projet de réforme permettant de garantir l'avenir de nos retraites. Alors que les actions et les grèves sont décidées et se développent dans de nombreux secteurs, y compris dans les entreprises privées, CGT, CGT-FO, UNSA, et la FSU appellent les salariés à amplifier la mobilisation. Dans cette démarche, elles mettent tout leur poids.

En effet, seule une généralisation du mouvement, privé-public, et s'inscrivant dans la durée, pourra faire revenir le gouvernement sur ces choix néfastes. Dans cette perspective, CGT, CGT-FO, UNSA, et la FSU appellent les salariés à faire de la journée du 3 juin un rendez-vous majeur de grèves et de manifestations. Elles sont prêtes à donner, avec eux, à cette journée, tous les prolongements indispensables. ».

Ni pour les dirigeants de la CGT, ni pour ceux de FO, pas question d'appeler à la grève générale ; pas question aussi, alors que le gouvernement venait de donner la date d'une échéance décisive, celle du 10 juin avec l'ouverture de la discussion au parlement, d'appeler, comme la situation l'imposait alors, à une manifestation centrale et nationale de millions de travailleurs à l'Assemblée nationale pour exiger et imposer le retrait du plan Fillon. Le nouvel appel à l'ouverture d'une « véritable négociation » indiquait clairement au gouvernement qu'il pouvait s'engager dans l'ultime étape de son plan.

SNCF et à la RATP, se sont effritées : le 6 juin, à la SNCF et la RATP, « le trafic était redevenu normal », perturbé seulement par les actions « coups de poing » impulsées pour la plupart par l'appareil de la CGT et SUD, les militants de la LCR et de LO.

Faute de perspective, les travailleurs ne se sont pas véritablement engagés. Une nouvelle journée de grèves et de manifestations était convoquée pour le 10 juin par l'intersyndicale CGT-FO-FSU-UNSA afin de provoquer une « réplique cinglante au gouvernement » (Le Monde du 5/06/2003) et dans le même temps une manifestation était annoncée... à Marseille le 12 juin... avec la participation de Thibault et Blondel. Commentant la journée du 3 juin, Le Monde indiquait « *La mobilisation faiblit, M. Raffarin affirme sa détermination* » (Le Monde du 4/06/2003).

Dans ces circonstances, le Cercle publiait le 7 juin le supplément suivant :

Que veulent tous les travailleurs?

**Le retrait du projet de loi Fillon!**

Que veulent le gouvernement UMP Chirac-Raffarin, la bourgeoisie?

**Ils veulent que la majorité bleu CRS l'ait voté d'ici le 19 juin**

**Aujourd'hui, il en est encore temps, il faut faire capituler le gouvernement.**

Les directions CGT, FO, et FSU (le PS, le PCF) doivent appeler à une :

**Manifestation à un million et plus, à Paris, à l'Assemblée, pour imposer le retrait du projet Fillon**

Les travailleurs qui manifestent et ceux qui font grève (dans l'enseignement, les transports, ...) depuis des semaines, ont montré leur détermination exceptionnelle à combattre pour le retrait du projet Fillon. Ils sont d'autant plus déterminés qu'ils savent parfaitement que derrière le projet Fillon se profile une cohorte de contre-réformes, privatisation de l'assurance-maladie, d'EDF, "décentralisation", etc. Et l'arrogance du gouvernement le leur confirme quotidiennement: **pour arracher le retrait du projet Fillon, il faut infliger une défaite majeure au gouvernement UMP Chirac-Raffarin.**

C'est pour cela que, dans leurs manifestations, au travers des milliers de motions, ils exigent des confédérations ouvrières et fédérations syndicales qu'elles appellent à la grève générale – ils l'imposent localement aux dirigeants dans les Assemblées générales, à des Unions Départementales FO, CGT, à des congrès syndicaux nationaux (SNASUB-FSU).

**Que veulent les dirigeants des organisations syndicales?** «*On voudrait que nous lancions la grève générale interprofessionnelle. Si je ne réponds pas à ce mot d'ordre, c'est parce que la grève générale interprofessionnelle c'est un mouvement contre le gouvernement*». (Blondel (FO) sur LCI, 6 juin)

**Les travailleurs ne l'acceptent pas.** Ils rejettent les "journées d'actions" démoralisatrices à répétition, la dislocation de leur mouvement en grèves "reconductibles" par établissement, dépôt, etc.

**Le temps presse** : l'Assemblée nationale UMP est maintenant saisie du projet de loi Fillon et se prépare à l'adopter d'ici le jeudi 19 juin. Alors, comment accepter que les dirigeants syndicaux CGT, FO et FSU appellent à de nouvelles "journées d'actions" (la CE confédérale de la CGT égrène: le 10, le 12, le 15...), à des manifestations, décentralisées, le 10 juin? Que vaut dans ces conditions une manifestation régionale à Paris, "vers" l'Assemblée?

Comment accepter que dans l'enseignement tous les dirigeants fédéraux « négocient » et permettent au gouvernement de manœuvrer, de gagner du temps («report» de la décentralisation, donc son maintien)?

Comment accepter que le 12 juin, CGT, FO, FSU et UNSA prévoient une "initiative nationale"... à Marseille, le plus loin possible de l'Assemblée? **Au contraire, avec les fédérations des transports, ils peuvent et doivent vite organiser la montée en masse à l'Assemblée, opposer à la majorité UMP la volonté de la majorité des travailleurs.**

**Les dirigeants confédéraux CGT et FO, de la FSU, le PS, le PCF ont la responsabilité d'appeler à une manifestation centrale, nationale, dans l'unité, à l'Assemblée, pour imposer le retrait du projet de loi Fillon**

Non, les régimes de retraite ne sont pas "malades". S'ils sont menacés, c'est par, la politique du gouvernement UMP, le chômage inhérent au capitalisme et par les dizaines de milliards d'euros versés chaque année aux patrons et aux banquiers sous forme d'exonération de charges, de baisse d'impôts, d'intérêts de la dette. Voilà ce qui en France menace les régimes de retraite, comme dans tous les pays d'Europe.

Quel gouvernement pourra garantir les retraites, défendre l'assurance-maladie, le droit à l'instruction, assurer le droit au travail pour tous? Un gouvernement appliquant une politique rejetant les exigences du Capital, rompant avec la loi du profit.

Comment? La capitulation du gouvernement Chirac-Raffarin sur le projet de loi Fillon mettrait immédiatement à l'ordre du jour son renversement et la constitution par les dirigeants CGT, FO, FSU, le PS et le PCF d'un gouvernement des organisations ouvrières unies sans représentant des capitalistes.

### La défaite de juin 2003

#### Extrait de CPS n°12 (31 mai 2003) "La réforme-mère" (E-A Seillière)

Il n'y a que peu d'exagération dans les propos tenus par E-A. Seillière, au nom du Medef quand il qualifie le projet de loi Fillon de "réforme-mère" (le 22 mai) précisant :

*" Si la réforme des retraites "devait être, d'une manière ou d'une autre atténuée ou abandonnée, ça en serait fait de notre capacité à se réformer, donc de faire dans les années qui viennent de la croissance et de l'emploi"*

Il s'agit en effet pour le gouvernement et ses donneurs d'ordres du Medef, de réussir là où Chirac-Juppé ont échoué en 1995, d'effacer un revers cuisant pour eux. Il s'agit peut-être plus profondément pour Chirac-Raffarin et l'Ump de remporter une victoire politique sur les secteurs qui leur ont tenu tête, comme à d'autres gouvernements bourgeois, de manière récurrente depuis l'instauration de la V<sup>e</sup> République: les corps de fonctionnaires, les travailleurs des entreprises publiques.

Il est opportun, alors que se multiplient les menaces gouvernementales à l'adresse des enseignants ("*requis si besoin*" pour les examens, menace Ferry) ou des travailleurs de la RATP ("*grève illégale*", menace de Robien après le 13 mai), de rappeler que le premier échec subi par le gaullisme après l'instauration de la V<sup>e</sup> République fut la grève des mineurs de 1963, lorsque ceux-ci repoussèrent l'ordre de réquisition, réponse du pouvoir gaulliste à leur grève générale.

Plus immédiatement, pour toute la bourgeoisie française, une victoire sur le front des retraites est indispensable pour profiter des conditions politiques dont elle dispose, à savoir la possession par ses principaux partis de l'ensemble des leviers du pouvoir sans élections en vue avant quatre ans. Il leur faut passer coûte que coûte sur les retraites. (...)

---

**"Dans l'histoire économique et sociale de notre pays, c'est une page qui se tourne." (Seillière)**

---

Le vote de la loi Fillon entraîne le passage à quarante annuités d'ici 2008 pour l'ensemble de la fonction publique, puis à 41 annuités pour tous en 2012, vers les 42, ainsi qu'une nouvelle baisse générale du niveau des pensions, en même temps qu'elle ouvre en grand ce "marché" aux fonds de pension, aux banques françaises en premier lieu (avec la création dès cette rentrée du P.E.R.).

Autrement dit, le Capital va voler à tous les travailleurs de nouvelles années de leur vie; la misère de la majeure partie des retraités et pensionnés va empirer; des dizaines de milliers de jeunes ne pourront entrer dans la fonction publique; l'emprise des banques sur tous les salariés va s'accroître considérablement.

Le gouvernement Chirac-Raffarin a réussi là où, à plusieurs reprises, les gouvernements au service de la bourgeoisie de ce pays ont échoué, et notamment le gouvernement Chirac-Juppé en 1995, d'autres avant, qui n'avaient pu détruire un acquis historique issu de la vague révolutionnaire d'après-guerre, les 37,5 annuités inscrites dans le code des pensions. D'avoir fait sauter un tel verrou permet au patronat d'envisager pour ses profits un "avenir" (41, 42, vers les 45 annuités), qui pour la classe ouvrière industrielle a les traits d'une antichambre de cimetière.

Début juillet, Seillière, parlant au nom du capital financier tout entier donnait la portée du vote de la loi Fillon, soulignant également l'efficacité de la méthode gouvernementale, de la "concertation":

*" Le gouvernement a donc avancé, selon sa méthode. Il a cerné les contours de sa réforme au terme d'une période qu'il a voulue longue (concertation, consultation, négociation), ce qui a déclenché des réactions sociales fortes. Il a tenu tranquillement sa position, jusqu'à ce que la*

*réaction s'apaise et que le Parlement donne au projet sa forme législative.*

*Pour la première fois depuis des décennies, la volonté de réforme d'un gouvernement l'emporte sur la somme des réactions négatives, corporatistes, extrémistes, de refus et de blocage. Dans l'histoire économique et sociale de notre pays, c'est une page qui se tourne. (...)*

*Oui, nous sommes dans un pays réformable, qui reconnaît que l'organisation sociale "modèle 1945" doit évoluer.(...)*

*Et l'accord modifiant le régime des intermittents du spectacle, signé avec la CFDT, la CFTC, et la CFE-CGC, montre qu'un vent de réforme souffle, même s'il n'est pas encore assez fort. (Le Monde du 2 juillet)*

Seillière parle clair, comme c'est de coutume parmi ses pairs ("*les gens qui sont riches le méritent*" - Francis Mer sur France 2). Si Thibault et ses confrères en trahison tiennent tant à raconter des salades, ce n'est bien évidemment pas par souci de ne pas accabler le prolétariat et la jeunesse de ce pays. C'est parce que leur responsabilité est en l'affaire écrasante. Ce qui a permis au gouvernement de tenir, c'est la participation des dirigeants confédéraux durant des mois à la "concertation", comme auparavant au "conseil d'orientation des retraites"; c'est leur campagne commune pour une "réforme" des retraites, allant jusqu'à la rédaction d'un "diagnostic partagé" avec Fillon qui figure en préambule de la loi votée.

(..). Il nous suffit de rappeler le point de vue d'un ministre de Chirac et Raffarin dans *Le Parisien* du 27 août dernier:

*"Avant l'été, si la CGT l'avait voulu, confié un ministre de Raffarin, le pays basculait dans la grève générale."*

(...)

---

**Premier bilan politique**

---

(...) En posant à l'adresse des dirigeants des confédérations et des fédérations, dès le mois de mars pour certains d'entre eux, la question de la grève générale, les enseignants, les fonctionnaires, les travailleurs des entreprises publiques mais aussi les travailleurs de nombreuses autres corporations indiquaient qu'ils étaient prêts à s'engager dans la lutte politique pour défaire, vaincre et chasser le

gouvernement Chirac-Raffarin. Dans *Encore une fois où va la France ?* fin mars 1935, Léon Trotsky écrivait :

*« Quels que soient les mots d'ordre et le motif pour lesquels la grève générale ait surgi, si elle embrasse les véritables masses et si ces masses sont bien décidées à lutter, la grève générale pose inévitablement devant toutes les classes de la nation la question : « Qui va être le maître dans la maison? »*

---

**Grève reconductible, grève interprofessionnelle ou grève générale ?**

---

Thibault et Blondel ont à plusieurs reprises, après le 13 mai, dit ouvertement, chacun à leur manière pour quelle raison ils s'opposaient à la grève générale. Ils ont en définitive expliqué que s'engager dans cette voie, c'était effectivement poser la question « qui va être maître dans la maison ? », en d'autres termes remettre en cause l'existence du gouvernement Chirac-Raffarin et ouvrir la voie à ce que le mouvement des masses pose pratiquement la question d'un autre gouvernement, d'un gouvernement à leur service, un gouvernement du front unique de leurs

organisations, partis et syndicats, dont elles exigeraient la satisfaction de leurs revendications.

Dans leur combat contre la grève générale, Thibault et Blondel ont reçu un soutien politique bien utile de la LCR, de LO et du PT, organisations présentées comme les trois principales branches du "trotskysme".

Pendant des semaines la LCR s'est faite la championne de la grève reconductible, parfois qualifiée aussi de grève générale reconductible. Ainsi son porte-parole Olivier Besancenot déclarait au Monde du 15 mai :

« Question : Il y a quelques jours, vous appelez à la grève générale. N'est-ce pas une façon de passer par dessus la tête des syndicats et finalement de se substituer à eux ?

Réponse : Bien sûr que non. Aujourd'hui, la question de la grève reconductible divise la gauche sociale et syndicale en deux camps : ceux qui veulent pousser et ceux qui veulent freiner(...) la LCR est un courant qui existe, qui participe à l'animation des grèves et qui tient un discours politique. Elle soutient tous les appels qui vont dans le sens d'une grève générale reconductible (...) Je vois que la FSU dans l'éducation ou les SUD appellent, eux aussi à la reconductible - Sic ! - (...) C'est vrai que la direction confédérale de la CGT s'est pour le moment seulement prononcée pour un prochain rendez-vous la 25 mai. Ce qui m'étonne. Mais, de toute façon, on l'a bien vu en 1995, se sont les salariés qui jettent les dés »

Concrétisation de cette orientation, puisque « les salariés jettent les dés », lors du CDFN de la FSU du 26 mai 2003, les militants de la LCR présents en nombre, ont rejeté avec la direction nationale de la FSU une motion disant « ...le CDFN de la FSU appelle à la grève générale des personnels de l' Education nationale de la culture, de l'enseignement agricole public (...) ». Clairement, la ligne de « la reconductible » s'opposait au combat pratique pour que les dirigeants appellent à la grève générale.

De son côté, LO s'est exprimée clairement et sans faire de fioritures ... contre l'appel uni à la grève générale, apportant infailliblement son soutien inconditionnel à toutes les journées d'action et de mobilisation, appelant comme les dirigeants syndicaux à amplifier la lutte. Couvrant le meeting de clôture de la fête de LO, *Le Monde* commentait : « Pour LO, donc, s' « il faut une riposte de tout le monde du travail », comme le proclame la banderole derrière Mme Laguiller, il n'est pas question pour autant, d'en appeler à la grève générale. La porte -parole préfère parler de la « nécessaire généralisation du mouvement qui sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » et souhaiter le succès des prochaines journées d'action à venir « pour que la grève limitée se

transforme en grève de l'ensemble du monde du travail » ( *Le Monde* du 10/06/2003) » .

Pour ce qui est du PT, en réalité de la politique du CCI, précédant de peu Blondel, il s'est fait lui, le champion de la "grève générale interprofessionnelle". D.Gluckstein, champion de la démocratie, concluait ainsi son éditorial dans *Informations Ouvrières* n° 591, du 28 mai 2003:

« Pour notre part, le Parti des Travailleurs, nous estimons que la reconquête de la démocratie exige la rupture avec les diktats de l' Union Européenne, le rejet de « l' Europe des régions » et la convocation d'une Assemblée constituante souveraine, dans laquelle les délégués, mandatés et contrôlés par le peuple souverain, définiront les contours et le contenu de la démocratie.

Qu'on partage ou non cette opinion, on admettra qu'il n'y aura aucun pas dans le sens de la démocratie sans l'ouverture immédiate, sans conditions, de négociations entre le gouvernement et les syndicats sur la base du mandat des 13, 19, 25 et 27 mai : 37,5 pour tous, public-privé ; retrait du plan Raffarin-Fillon et des mesures de décentralisation.

Le gouvernement s'y refuse ? Alors, que reste-t-il comme recours aux travailleurs, sinon d'en appeler comme ils le font dans leurs assemblées générales, à la grève générale interprofessionnelle dans l'unité des travailleurs, des fédérations et confédérations, pour la satisfaction des légitimes revendications ? N'est-ce pas cela, la démocratie ? »

Comme Blondel au même moment, le PT revendique l'ouverture de négociations. C'est en quelque sorte l'objectif qui est donné à la "grève générale interprofessionnelle", qui bien entendu n'est pas une revendication spontanée des travailleurs, ces derniers exigeant tout simplement la grève générale. Quelques jours plus tard, Blondel fera sienne, cette proposition. L'emploi des termes "grève générale interprofessionnelle", par le PT et Blondel n'est pas anodin. Il s'agit d'indiquer qu'en aucun cas la question de l'existence du gouvernement, du combat pour le défaire n'est posée. Hors de "l'assemblée constituante souveraine", point de salut...

---

### Comprendre pour agir

---

Refusant de rompre avec le gouvernement et d'engager le combat contre lui les dirigeants syndicaux ont tout fait pour que celui-ci reste le maître dans la maison.

Plus encore qu'en novembre-décembre 1995, les travailleurs et les jeunes ont cherché la voie pour contraindre les dirigeants à rompre : c'est ce mouvement qui s'est cristallisé dans les centaines et les centaines de motions et de résolutions qui leurs ont été adressées. Mais les secteurs qui s'étaient engagés dans les grèves, essentiellement les enseignants, n'ont pas encore trouvé les ressources politiques pour surmonter l'obstacle. Les grèves reconductibles, ou pas, ce n'était pas la grève, la grève générale.

Les dirigeants des fédérations et syndicats enseignants ont réussi à maintenir ce cadre disloqué et à enrayer le mouvement naissant pour que se constituent de véritables comités de grève se centralisant au niveau national et prenant en charge la **direction** de la lutte politique pour briser la résistance des appareils.

(...)

Pour de nombreux travailleurs, la défaite a un goût amer et ils ne peuvent que constater que le gouvernement Chirac-Raffarin s'appuie sur sa victoire pour décupler son offensive au compte du capital. Surmonter cette défaite, se préparer aux prochaines échéances de la lutte des classes nécessite de reconnaître les faits et d'en tirer un bilan politique.

En mettant depuis des mois au cœur de sa politique la question de la défense des régimes des retraites contre les appétits du Capital, l'exigence de la rupture des "négociations", en combattant pour l'appel uni à la grève générale, puis pour la manifestation à l'Assemblée nationale, notre Cercle a posé les jalons de ce qu'aurait été la politique du Parti Ouvrier Révolutionnaire. Si un tel parti, ou au moins une véritable organisation révolutionnaire, avait existé en ce printemps, la situation politique aurait pu être modifiée. Il faut en tirer les conséquences et contribuer à sa construction.

---

*(Extrait de CPS n°13) Digérer la défaite du printemps*

---

(...) Va peser pour un temps le poids de cette défaite: par centaines de milliers, par millions, les travailleurs ont fait grève et manifesté, et pourtant le gouvernement n'a cédé sur rien et a fait voter son plan sur les retraites.

En 1986, les étudiants, par leur grève générale, leurs manifestations à l'Assemblée nationale, l'appel aux confédérations ouvrières, avaient obtenu le retrait du projet de loi Devaquet. En 1994 la mobilisation enseignante, à un million à Paris, avait envoyé aux oubliettes le projet de loi Bayrou permettant le financement sans limite de l'enseignement catholique, avant que les lycéens et étudiants fassent subir le même sort au C.I.P. En 1995, sur la question des retraites et des régimes spéciaux, le gouvernement Chirac-Juppé avait aussi dû reculer – tout en maintenant son plan de mise en coupe réglée de la Sécurité Sociale.

Le "front républicain" réalisé derrière Chirac au moment des présidentielles de 2002, l'union sacrée au moment de la guerre contre l'Irak; mais encore la campagne réalisée depuis des années par les appareils syndicaux sur le thème

de la "réforme nécessaire"; le traitement disjoint des régimes spéciaux SNCF, RATP, tout cela a joué.

Il ressort inévitablement d'une telle situation pour la masse des travailleurs un sentiment de découragement, qu'il ne sert à rien de lutter, de faire grève, de manifester.

Pour s'ouvrir la voie, par des milliers de motions, par des délégations, les travailleurs ont cherché à imposer leurs exigences aux sommets de leurs organisations syndicales, l'exigence du retrait du plan Fillon, de l'appel à la grève générale, à la manifestation centrale à l'Assemblée nationale, cette expérience politique devra elle aussi être digérée. Cela se fera, outre le combat pour construction d'une organisation politique armée d'un programme répondant aux problèmes politiques posés par le mouvement du printemps, que dans la résistance à l'offensive tout azimut du gouvernement Chirac-Raffarin, pour la briser.

(...)

---

**Après la contre réforme des retraites le gouvernement poursuit son offensive**

---



---

**Formation professionnelle: les dirigeants syndicaux répondent à l'appel du gouvernement.**

---

Répondant donc aux vœux de Raffarin mais aussi à ceux exprimés par Chirac quelques jours auparavant à Auxerre, les "partenaires sociaux" débouchaient sur un accord sur la formation professionnelle. Son contenu, mais aussi le signal politique qu'il fait retentir, sont glaçants.

Quant au contenu, il s'agit de créer un "droit individuel à la formation" de 20 heures par an pour un salarié, droit non transférable (mais utilisable en cas de reclassement pour licenciement!). Grande première, ce "droit individuel" peut, selon la nature de la formation et l'appréciation qu'en a l'employeur, s'effectuer en dehors du temps de travail. A quoi il faut ajouter le "contrat de professionnalisation" dont il a été question plus haut. Réaction de François Fillon: c'est un accord "*historique*"

*Supplément CPS enseignement public (17/11/2003)*

---

**Le rôle des organisations syndicales n'est pas de "débattre" de la destruction de l'enseignement public avec le gouvernement Chirac-Raffarin, mais de le combattre**

---

Le 27 octobre, toutes les organisations syndicales (FSU, CGT, FO, SE-UNSA, ...) ont quitté la réunion du CTPM où le projet de "réforme" du ministère était présenté, refusant, selon la direction FSU, de cautionner une "*parodie de consultation*" et dénonçant le fait qu'avec ce projet, "*le gouvernement anticipe largement les conclusions du débat national sur l'école*".

Cependant, dans un communiqué commun du 23 octobre, cinq fédérations (FSU CGT UNSA CFDT FAEN) appellent les personnels à participer au "débat national":

(...)

*" Les syndicats ont compris qu'on ne pouvait imposer systématiquement et les 35 heures et la formation à l'intérieur du temps de travail"*

(...)

Que la direction CGT puisse envisager, aujourd'hui, de signer un texte d'une telle nature, indique bien qu'elle veut, comme le dit pour sa part la direction de la FSU en s'engageant à participer au "grand débat" dans l'enseignement, "*jouer le jeu*"... du gouvernement, lui dérouler un véritable tapis rouge. Comment mieux lui dire: "*allez-y, nous sommes avec vous*"?

(...)

C'est en réalité livrer les enseignants en pâture au "débat national" gouvernemental avec au bout de profonds reculs en perspective pour tous les personnels.

N'est-ce pas la même position qu'adoptent les dirigeants syndicaux sur la question du voile à l'école? Les enseignants sont livrés à eux-mêmes, établissement par établissement. Alors le devoir des syndicats enseignants est de se prononcer en défense de la laïcité: "**ni voile ni croix ni kippa, ni aumôneries**", "pas de religion à l'école", soutien inconditionnel aux enseignants qui refusent le port du voile... et contre tout projet de loi qui mettrait dans le même sac le prosélytisme religieux et le militantisme syndical ou politique.

Au moment où passe à l'Assemblée le projet de budget, à la veille du vote (prévu en janvier) de la loi de décentralisation, la responsabilité des organisations syndicales n'est pas d'organiser le "débat" avec les ennemis des enseignants, mais bel et bien le combat contre lui. Cela veut dire:

**refuser de participer et appeler au boycott du "grand débat national",  
exiger le retrait pur et simple du projet de loi de décentralisation,  
préparer pour cela la manifestation de tous les personnels à l'Assemblée nationale, au moment de sa discussion.**

*Extrait de CPS NS n° 15 (8/03/2004) :*

### **L'offensive peut être brisée, le gouvernement Chirac-Raffarin peut être défait**

A l'occasion de l'assemblée générale annuelle du Medef, fin janvier, Ernest Antoine Seillière donnait une interview aux *Echos* tout à fait explicite. Il s'y félicitait de ce que « *La France soit enfin capable de se réformer* » :

*« Nous voyons bien, nous, l'évolution des syndicats. Au-delà du jeu des apparences, leur compréhension de la situation économique et sociale de notre pays est réelle. Tous, sans exception, sont conscients des raideurs de la société française, des risques de ne pas s'engager dans les réformes. »*

Une fois n'est pas coutume, on peut remercier le baron Seillière de cette déclaration franche. Qu'affirme-t-il sinon que l'attitude constructive des directions des organisations syndicales, leur collaboration à la politique de destruction des acquis de la classe ouvrière, est la clé qui ouvre les portes au gouvernement Chirac-Raffarin au patronat?

(...)

A sa façon, Seillière le confirme: pour mettre le gouvernement Chirac-Raffarin hors d'état de nuire, lui infliger une défaite, il n'est d'autre voie que de combattre pour briser enfin la collaboration des directions syndicales CGT, FO, FSU, avec le gouvernement et le Medef, pour opposer à ce gouvernement et sa politique le front unique des organisations du mouvement ouvrier, partis, syndicats, front unique qui seul ouvre une perspective politique alternative au gouvernement Chirac-Raffarin, que les travailleurs peuvent effectivement imposer, ce qui constituerait un encouragement décisif dans les combats à venir de toute la classe ouvrière en défense de l'assurance-maladie (et pour le retrait du plan « dépendance ») et des garanties collectives qu'elle a fait inscrire dans le code du travail.

Mais c'est précisément contre cette perspective que se dressent l'ensemble des appareils syndicaux, le PS, le PCF (flanqués en la matière de l'extrême-gauche), à la veille des élections Régionales et Cantonales.

(...)

### **Les élections régionales et cantonales**

*La position du Cercle : extrait de CPS nouvelle série n° 15 (8/03/2004) :*

#### ***Le PS et le PCF préparent les régionales de sorte que ne puisse s'exprimer la volonté des travailleurs et de la jeunesse de mettre le gouvernement hors d'état de nuire***

Cherchant à mettre le gouvernement hors d'état de nuire, à lui infliger une défaite, il est certain que des centaines de milliers de travailleurs, de jeunes, tournent leurs regards vers le PS et le PCF, d'autant plus que le PS n'a pas été avare de déclarations condamnant en général la politique du gouvernement allant jusqu'à dire (par la voix de Fabius) que ce gouvernement conduit « *la plus forte régression sociale qu'on ait connue depuis la libération* ».

Mais, alors que ce sont les élections régionales qui donnent le ton (on ne vote aux cantonales que dans la moitié des cantons et pas à Paris), se dégage une constante: les listes menées par le PS (le cas échéant avec le PCF) sont des listes d'alliance avec des formations politiques bourgeoises, telles les Radicaux, les Verts, les différentes composantes du chevènementisme, quand ce ne sont pas (sur les listes du PCF) des « citoyens » « altermondialistes ». Et d'ores et déjà pour le second tour, sous une forme ou sous une autre, partout l'on retrouvera des moutures de la formule gouvernementale qui prévalut de 1997 à 2002, la « gauche plurielle », dont la politique au service du capital à contribuer à la démoralisation des travailleurs et dont le

chant du cygne fut l'appel unanime à voter Chirac le 5 mai 2002.

Ces listes se situent donc contre l'exigence de la rupture avec le gouvernement Ump et la bourgeoisie, ne permettent pas au prolétariat, aux travailleurs salariés, d'exister pour leur propre compte dans les élections, de s'exprimer en tant que classe.

Au demeurant, le programme du PS dans ces élections est en rapport avec la nature des listes qu'il a constituées. (...)

Le PCF ferait donc campagne contre les « votes protestataires »! Un tel sens des responsabilités ne sauvera sans doute ce parti d'un nouveau désastre électoral mais contribue à accroître le dégoût du prolétariat.

Enfin, de leur côté, les listes LCR-LO sur lesquelles le présent numéro revient par ailleurs complètent ce dispositif en ne posant pas la question des questions: le combat pour la rupture des organisations ouvrières (partis, syndicats) avec le gouvernement Chirac-Raffarin pour le combattre et le vaincre.

LO et LCR prétendent combattre pour « programme d'urgence ». Mais comment mettre en oeuvre un tel



programme sans d'abord chasser le gouvernement Chirac-Raffarin, et donc militer pour dresser contre lui le front uni des organisations du mouvement ouvrier?

Aussi, pour les régionales, même si des travailleurs, jeunes, militants, chercheront à émettre un vote de classe en votant LCR-LO, voter contre le gouvernement Chirac-Raffarin et pour la rupture des partis et syndicats du mouvement ouvrier avec lui, c'est rayer, sur les listes du PS et/ou du PCF, les candidats membres des formations bourgeoises. Ce vote aura comme signification claire à l'adresse du PS et du PCF, mais aussi des sommets syndicaux qui leurs sont liés: Assez de la collaboration avec le gouvernement, le Medef! Front unique pour combattre le gouvernement UMP et sa politique!

(...)

Pour les élections cantonales, bien entendu, là où c'est possible, il faut voter au premier tour pour le candidat de l'organisation ouvrière de son choix (PS, PCF, LO/LCR,

voire PT) et au second tour pour le candidat de ces formations resté en lice, contre les candidats des partis et formations bourgeoises.

Cette position se situe dans la seule alternative politique actuelle à la poursuite de la politique du gouvernement Chirac-Raffarin: la constitution d'un front uni des partis (PS, PCF) et syndicats (CGT, FO, FSU, UNEF) ouvriers contre le gouvernement et sa politique, pour le mettre hors d'état de nuire. Un autre gouvernement, émanant de ce front, pourrait alors voir le jour en relation avec les développements de la lutte des classes. D'un tel gouvernement, produit de la lutte des classes, sans représentant des partis et organisations bourgeoises, les travailleurs, les jeunes, exigeraient naturellement qu'il mène une politique permettant de répondre à leurs revendications, à leurs intérêts, à leurs aspirations.

*Le Bilan des élections : extrait de CPS nouvelle série n° 16 (3/06/2004)*

---

### Le « 21 avril à l'envers » de Chirac-Raffarin, de l'UMP

---

Les élections régionales et cantonales des 21 et 28 avril ont tourné à la Berezina pour les troupes de Chirac, les candidats du gouvernement, ouvrant une nouvelle situation politique. Faute d'avoir pu le faire sur leur propre terrain de classe, des millions de travailleurs, de jeunes, se sont saisis de ce scrutin pour exprimer leur volonté d'en finir avec Chirac et Raffarin, avec la « majorité » UMP à l'Assemblée, pour exprimer leur rejet des projets de « réformes » de ce gouvernement. Selon *Le Monde*, l'Elysée au soir du second tour, plus calamiteux encore que le premier pour les listes UMP/UDF bruissaient de rumeurs (et de sondages) faisant état d'une « situation insurrectionnelle » dans le pays, indiquant la profonde inquiétude de l'Etat-major politique de la bourgeoisie.

Il faut dire que rarement défaite électorale fut aussi cinglante, avec la perte de la presque totalité des régions, dont certaines paraissaient devoir rester pour des lustres entre les mains des partis bourgeois (pays de la Loire).

Le score de l'UMP-UDF, 35% des exprimés au premier tour, 20,72% des inscrits, est à rapporter à ceux des régionales de 1998 (19,8% des inscrits) et des législatives de 1997 (23,4% des inscrits avec une participation plus élevée), bien en deçà de celui des législatives 2002 (27,5% des inscrits au premier tour). A cela s'ajoute l'échec propre à l'UMP, créée pour devenir le parti unique de la « majorité présidentielle », et qui n'a pu museler l'UDF.

Le résultat de ces élections est un cataclysme pour l'UMP, dont l'appareil est touché de plein fouet par la perte des positions dans les conseils régionaux et généraux, et n'a pas manqué d'en faire grief aux responsables en chef: Chirac et Raffarin. Sa crise ne peut que rebondir.

Il est certain que l'UMP a aussi payé la situation particulièrement difficile de la bourgeoisie française toujours embourbée dans la crise économique, ce dont l'UDF, et bien entendu le Front National, ont largement profité. Ce dernier, bien que reculant en nombre de sièges du fait de la modification du mode de scrutin, a encore

progressé dans ce type de scrutin, avec 15% des exprimés au premier tour (et des pointes à 23% en Picardie et PACA !). Il faut toutefois dire que, comme en 1998, la progression électorale du FN, dans la mesure où elle ne peut déboucher au moment présent sur le pouvoir, pourrait fort nourrir une nouvelle crise en son sein.

La formule du « 21 avril à l'envers » employée par François Fillon a le mérite de souligner le fait fondamental de ces élections : même si les rapports politiques de 2002 (Chirac à l'Elysée, majorité UMP) n'ont bien sûr pas été effacés, ils sont minés en profondeur. Après ces élections, le gouvernement, Chirac, sont affaiblis.

Une nouvelle fois, malgré tous les obstacles, à commencer par la composition de leurs listes, intégrant systématiquement des représentants des formations bourgeoises, c'est vers le PS, et le PCF, que les travailleurs et les jeunes se sont tournés pour manifester leur volonté d'en finir avec le gouvernement et sa politique. L'attestent les résultats aux élections cantonales, où chaque parti se présentait seul, dans lesquelles dès le premier tour les candidats PS et PCF ont recueilli, 26,2% et 7,8%, puis 38,5% et 4,7% au second.

Les élections régionales et cantonales n'ont ainsi pas seulement marqué le rejet du gouvernement Chirac-Raffarin, elles ont aussi remis le PS et le PCF face à la question du pouvoir.

C'est vers les listes qu'ils dirigeaient que, au premier et plus encore au second tour, un réel mouvement s'est opéré. Les listes LO LCR, elles, n'ont pas connu de progression significative précisément parce qu'elles refusaient de poser la question du pouvoir, de l'unité nécessaire des organisations du mouvement ouvrier, y compris le PS, contre le gouvernement UMP, complétant à leur manière le dispositif électoral du PS et du PCF qui interdisait qu'un vote de classe s'exprime. Au passage mentionnons que le PT, qui avait appelé à l'abstention pour les régionales, n'en

a pas moins trouvé le moyen de voir dans le second tour (où la participation a nettement augmenté) une confirmation de son orientation (!) alors que celle-ci venait d'être totalement invalidée par les faits.

Il faut cependant constater que ce mouvement vers le PS et le PCF est resté limité. L'abstention dans les villes ouvrières est restée particulièrement élevée (et aussi bien souvent le vote FN). Pour autant que l'on puisse additionner des listes à géométrie variable, l'addition des scores de celles dirigées par le PS et le PCF et des listes LO-LCR représente autour de 24% des inscrits, soit un score équivalent au premier tour des législatives de 1997, bien loin de 1981 pour donner un ordre de grandeur (à l'époque, PS et PCF avaient reçu les voix de 37% des inscrits). Un autre fait est important: la progression des listes des Verts, systématique là où ils se sont présentés seuls, et qu'on ne

peut en conséquence tenir pour quantité électoralement négligeable quand ils étaient présents sur les listes de « gauche plurielle ».

Cela dit, le fait essentiel de ces élections demeure : Chirac – Raffarin et leur « majorité » ont été battus à plate-couture, ils ont subi une défaite électorale dont le verdict est : « *Dehors Chirac-Raffarin et leur majorité UMP* » !

Et c'est précisément pour empêcher que la défaite électorale des partis bourgeois se transforme en victoire politique pour la classe ouvrière et tout le prolétariat, que le PS, surtout, ainsi que le PCF, ont volé au secours de Chirac, de son gouvernement.

(...)

*Au lendemain des élections, le Cercle formule la politique suivante dans sa déclaration du 3/04/2004*

Le verdict des élections est clair:

**Dehors Chirac, Raffarin et la « majorité » UMP-UDF !**

En infligeant une débâcle à l'UMP et l'UDF aux élections régionales et cantonales, par millions les travailleurs et jeunes ont utilisé le scrutin pour mettre le gouvernement Chirac-Raffarin hors d'état de nuire. Tous les ministres sont battus : dehors le gouvernement ! Fillon est battu: abrogation de la « réforme » Fillon des retraites ! Sarkozy/Coppé sont battus: abrogation des lois liberticides Sarkozy/Perben.

Les travailleurs ont voté : retrait des projets contre l'assurance-maladie, le droit du travail, de grève, EDF-GDF... Mais qu'a dit Chirac? « *le cap reste le même* ». Même gouvernement, mêmes ministres, même politique ultra-réactionnaire. On savait déjà que pour ce gouvernement, « *ce n'est pas la rue qui gouverne* ». Il faut maintenant ajouter: « *ce n'est pas le suffrage universel qui gouverne* ». Chirac à l'Élysée, c'est la dictature du capital financier et du Medef.

Mais après cette déroute, Chirac a un besoin vital du concours du PS, du PCF, des directions syndicales. Il l'a affirmé au conseil des ministres du 2 avril : « *L'action du gouvernement doit être concertée, elle doit faire toute sa place au dialogue, j'y insiste particulièrement, mais elle doit aussi être rapide* ». Pour permettre cette amplification du « dialogue », et faire ainsi voter « rapidement » sa politique par sa « majorité » UMP/UDF, Chirac, aux abois, manœuvre: suspension (pas abrogation) de la contre-réforme de l'ASS, report du vote de la loi de décentralisation (et non retrait), nouvelles discussions avec les syndicats dans la Recherche et dans tous les secteurs.

Pour l'assurance-maladie, Chirac en appelle même ouvertement à l'union nationale « *comme sur la laïcité* ».

Le verdict des élections doit être exécuté. Pour cela, c'est la responsabilité du PS, du PCF, celle des directions CGT, FO, FSU, de rompre immédiatement le « dialogue » et la « concertation » avec le gouvernement, et d'exiger que Chirac, Raffarin, et la « majorité » UMP-UDF s'en aillent.

Le résultat des élections donne amplement la possibilité au PS et au PCF de revendiquer ensemble le pouvoir. Mais qu'a dit François Hollande (sur RTL le 29 mars)? « *Nul ne mettra, en difficulté J. Chirac. Il a été élu en 2002 pour cinq ans, il ira jusqu'à la fin de son mandat.* » Le PS demande « *un remaniement de politique, pas de gouvernement* ». Thibault (CGT) et Mailly (FO) ne disent pas autre chose. Et G.Aschieri a même osé dire: « *M. Raffarin doit faire ses preuves d'urgence* »? Quelles « preuves » leur faut-il encore ?! Posons la question: peut-on envisager que les mesures réactionnaires prises depuis deux ans soient abrogées par ceux-là mêmes qui les ont prises et votées? Une politique favorable aux travailleurs, à la jeunesse, peut-elle être menée par Chirac et sa « majorité » à l'Assemblée nationale? Non !

Une autre question se pose. Alors que Chirac et l'UMP, pour surmonter leur « *21 avril à l'envers* » (Fillon) s'en remettent totalement à la « *concertation* », au « *dialogue* », pour faire passer « *rapidement* » la même politique, le rôle des organisations syndicales est-il de voler au secours du gouvernement ? Non !

Le verdict des élections doit être exécuté. Il faut exiger des dirigeants syndicaux CGT, FO FSU, du PS et du PCF, qu'ils rompent avec le gouvernement. Qu'ils quittent immédiatement les « groupes de travail » créés par le gouvernement pour faire passer la « réforme » de l'assurance-maladie, son projet de loi (dit « pour l'emploi », la privatisation d'EDF, et appellent au combat pour le retrait immédiat de ces projets, de ceux sur la « décentralisation », sur « l'autonomie » (vol du lundi de pentecôte), ...

Le verdict des élections doit être exécuté. La responsabilité du PS, du PCF, des dirigeants syndicaux CGT, FO, FSU, c'est de se prononcer : dehors Chirac-Raffarin et la majorité UMP !

Le verdict des élections doit être exécuté. Chirac veut faire adopter ses projets réactionnaires d'ici l'été. Alors, le PS, le PCF, dirigeants CGT, FO, FSU doivent convoquer rapidement dans l'unité une :

**Manifestation à un million et plus à l'Assemblée pour balayer la « majorité » UMP !**

Sur cette voie, la venue au pouvoir d'un autre gouvernement est immédiatement possible : un gouvernement du PS et du PCF, sans représentants des formations bourgeoises, gouvernement imposé par les masses qui exigeraient qu'il mène une politique conforme à leurs besoins et aspirations. Mener une telle politique exige de rompre avec les exigences du capital. Pour ouvrir la voie à cette issue positive, transformant la défaite électorale de la bourgeoisie en victoire pour le prolétariat, il faut s'organiser.

(...)

## EDF/GDF, L'Assurance maladie

### Une échéance majeure : EDF-GDF

Mais c'est à EDF-GDF que le rôle de protection du gouvernement par les appareils est aujourd'hui décisif.

En effet, d'un côté, il est impossible au gouvernement de renoncer, voire de reporter l'ouverture du capital, la privatisation. A un mois de la date prévue pour le vote du plan de destruction de l'assurance-maladie, ce serait commettre un suicide politique.

Et puis de toute façon, la privatisation d'EDF-GDF est un objectif stratégique pour le capital financier, tant politique - puisqu'il s'agit d'entamer le démantèlement d'un bastion de la classe ouvrière qu'économique - les profits colossaux réalisés par les deux entreprises avivant la convoitise de MM. les bourgeois.

De l'autre, les agents ont montré leur volonté et leur disponibilité à combattre et notamment le 8 avril lors d'une journée de grève particulièrement suivie, au lendemain des élections, journée lors de laquelle, même de manière fort limitée et encadrée, les agents ont rappelé le pouvoir qu'ils ont entre les mains de couper le courant, et à nouveau le 27 mai, journée de grève avec manifestation nationale à Paris.

L'issue de la première bataille engagée à EDF-GDF contre le statut des agents avait marqué de son empreinte le combat en défense des retraites du printemps 2003 et l'avait nourri (les agents avaient infligé en janvier 2003 un « non » à la casse de leur régime spécial de retraites, « non » à la direction et ... à la direction de la CGT).

De même, les développements de la lutte des agents d'EDF pour le retrait du projet de loi Sarkozy vont peser sur le sort du plan Douste-Blazy contre l'assurance-maladie.

(...)

Alors que la grève du 8 avril donnait la possibilité à la direction CGT de lancer un ultimatum au gouvernement : qu'il retire son projet sinon la CGT (avec FO) appellerait à la grève générale d'EDF-GDF, alors que l'aspiration à un tel appel est grande parmi les agents, alors que circulent maints appels allant dans cette voie, les dirigeants CGT corédigeaient le projet de loi au lieu de rompre les discussions. Corollaire de cette attitude de garde du corps

du gouvernement : une série d'actions à répétition inefficaces et démoralisatrices. Après la grève du 8 avril, une autre journée d'action le 22, des journées d'action régionales (des jours différents!) la première semaine de mai, l'interfédérale CGT-FO-CFTC-CGC arrêtaient (le 11 mai) le plan suivant :

*« Les Fédérations CGT – CFDT – FO et CFTC réunies en interfédérale le 7 mai 2004, en réponse au calendrier resserré du Gouvernement, proposent un cadre de réactions et d'actions fortes et coordonnées nationalement: plusieurs journées d'actions nationales coordonnées avec arrêts de travail, manifestations, délégations tout en poursuivant quotidiennement la rencontre des usagers et des élus avec la carte pétition à renvoyer à Jacques CHIRAC.*

*- Le 13 mai, jour où le conseil d'Etat rend son avis sur le projet de loi : 1 heure de grève de 9h30 à 10h30 pour tous.*

*- Le 19 mai, son passage au Conseil des Ministres : 2 heures de grève de 10h00 à 12h00 "entreprises mortes" avec tous les véhicules bleus dans les rues, déclenchement des sirènes sur toutes les installations de production et dans les vallées pour l'hydraulique, rassemblements et manifestations.*

*- Le 27 mai, une journée de grève nationale avec baisses de production et manifestation à Paris.*

*- Après le 27 mai, chacun travaille au ralenti pour peser sur le gouvernement et associer les usagers et les élus.*

*- 1ère quinzaine de juin : poursuite de l'élargissement de l'action par l'organisation d'un samedi de manifestations départementales, régionales, ou interrégionales avec les usagers, les salariés et leur famille, les élus et les associations.*

*- 15 juin, début du débat programmé à l'Assemblée nationale : nouvelle journée d'action nationale coordonnée à construire avec les salariés. »*

On a bien lu : 1 heure, 2 heures de grève ! Et que dire de la manifestation nationale du 27 mai qui ressemble surtout à un pare-feu, à un obstacle mis à une véritable manifestation à l'Assemblée, le 15 juin, lors de la discussion de projet ? Le communiqué commun poursuit :

*« Les actions de coupure, uniquement décidées collectivement, doivent être ciblées, originales, médiatiques et revendiquées. Les Fédérations CGT – CFDT – FO et*

*CFTC appellent leurs syndicats à provoquer partout des assemblées générales de salariés pour débattre de ces propositions et décider avec eux des formes originales d'actions. Ne nous laissons pas entraîner dans la radicalité et continuons de faire grossir ce mouvement de masse qui est de plus en plus apprécié et qui gagne l'engagement grandissant des populations jour après jour, action après action. »*

« Ne nous laissons pas entraîner par la radicalité »... le moins qu'on puisse dire c'est que les directions fédérales font tout pour. Et pendant les « actions », les affaires continuent. Le jour même de la manifestation nationale du 27 mai, Imbrecht interviewé par *le Figaro*, déclare :

*« Soyons immédiatement très clairs : des discussions ouvertes, franches et vives sont menées en permanence avec le ministère de l'Economie. »*

Mais au journaliste qui lui fait remarquer « Le projet de loi relatif au changement de statut d'EDF-GDF a été présenté la semaine dernière en Conseil des ministres, pour une adoption avant la fin du mois de juillet. Est-ce à dire que vous avez perdu la bataille ? » Imbrecht répond :

*« Nous comptons pleinement sur la hauteur de vue des parlementaires pour dire non à cette évolution, tout simplement au nom de l'intérêt général. Nous savons que dans leurs circonscriptions de nombreux députés évoquent ouvertement leur incompréhension face au changement de statut d'EDF-GDF. Nous espérons donc fermement que chacun va prendre ses responsabilités »* y compris précise Imbrecht « dans la majorité actuelle ».

Le salut viendrait de l'UMP ! Et de Sarkozy ! Et de Chirac ! Sur une telle ligne, les jeux seraient faits. Mais l'intervention des agents peut encore tout changer. Libération du 28 mai rapporte les propos suivants d'un agent auvergnat :

*« S'ils persistent, on coupe. Et on ne coupera pas les petits usagers, mais les gros, les copains à Sarkozy. Je crois qu'ils commencent à avoir sérieusement les jetons, au gouvernement, poursuit-il, et puis écrivez qu'on est beaucoup à en avoir marre des kermesses, ça lasse. »*

Lors du dernier congrès fédéral CGT, une opposition, la « plate-forme » de Biarritz, s'était constituée contre l'orientation ouvertement capitulatrice suivie par la direction du temps du prédécesseur d'Imbrecht, le dirigeant du PCF Denis Cohen. La constitution d'une telle opposition, malgré toutes ses limites, et son écho au sein de la fédération, révélait la volonté de nombreux agents que leur fédération mène une politique conforme à la défense de leurs revendications. Cette volonté demeure, nourrie par la détermination de dizaines de milliers d'agents à arracher le retrait du projet de loi Sarkozy. Elle peut s'exprimer, imposer que cessent les discussions, imposer l'appel dans l'unité à la grève générale pour le retrait du projet, la rupture des discussions, l'appel à manifester à l'Assemblée nationale lors de la discussion de ce projet pour interdire à la majorité UMP de le voter.

---

### **Combattre, vaincre, chasser le gouvernement Chirac-Raffarin**

---

Un an après le passage de la loi Fillon de casse des retraites, le prolétariat français, la jeunesse, sont face à une nouvelle échéance d'une ampleur historique. Le sort d'EDF-GDF, et, surtout, de l'assurance-maladie, ne sont pas encore scellés. Encore faut-il que s'ouvre la seule voie qui permette de sauver ces acquis historiques de la classe ouvrière, celle du front unique des organisations du mouvement ouvrier, partis, syndicats, contre le gouvernement, rompant avec lui pour le combattre, le vaincre, lui infliger une défaite décisive.

Bien entendu, la défaite subie en mai et juin dernier n'a pas été effacée par les élections régionales comme par un coup de baguette magique. Mais la défaite électorale du gouvernement Chirac-Raffarin et sa majorité UMP-UDF les a affaiblis, et alimente forcément les possibilités que s'engage le combat contre lui. La situation cruciale à EDF-GDF, le plan d'assaut contre l'assurance-maladie en témoignent : pour défendre les acquis, les revendications, il faut défaire le gouvernement Chirac-Raffarin, le balayer, lui

et sa majorité UMP, il faut en conséquence imposer aux dirigeants des organisations syndicales qu'ils rompent avec lui, et le combattent.

Les élections régionales et cantonales l'indiquent : le combat dans l'unité CGT-FO-FSU-PS-PCF pourrait balayer le gouvernement Chirac-Raffarin, la « majorité » UMP-UDF et porter au pouvoir un gouvernement des partis dont, une fois de plus, les travailleurs ont cherché à se saisir pour infliger une défaite aux candidats du gouvernement : le PS et le PCF.

D'un tel gouvernement, produit direct de la mobilisation des masses, bouleversant toute la situation, les travailleurs exigeraient qu'il mène une politique conforme à leurs besoins et aspirations, ce qui veut dire aller vers le socialisme. C'est sur cette orientation que pour le prolétariat pourra être construit le Parti ouvrier révolutionnaire.

*Le bilan tiré des contre-réformes du statut d'EDF et de l'assurance-maladie dans CPS nouvelle série n° 17 (1/10/2004)*

---

### **(...) Casse de l'assurance-maladie ...**

---

Paris, 29 juin. Alors que l'Assemblée UMP-UDF s'apprête à voter la mise à mort du statut d'EDF-GDF, deux rassemblements, départementaux, vers l'Assemblée nationale, sont organisés, à deux heures différentes, par les

UD CGT (à midi) et FO (en fin d'après-midi). C'est sur cette miniature de division et de dislocation que s'est achevé le processus ouvert par l'adoption, en janvier, du « diagnostic partagé » (rapport Fragonard), par les directions

syndicales unanimes, ainsi que le PS (et le PCF). Ce «diagnostic» ouvrait en grand la voie au gouvernement Chirac-Raffarin – d’autant que le congrès confédéral FO de février ne le dénoncera pas – vers la mise en place du plan Douste-Blazy. Tout du long, alors que le gouvernement avait déjà l’avantage de la brèche béante ouverte avec la «réforme» des retraites de 2003, les directions CGT, FO et FSU ont accompagné la mise en place de ce plan au nom de la nécessité d’une «réforme».

A ceux-là, on doit ajouter le Parti Socialiste, dont la responsabilité était importante, et plus encore après sa victoire électorale de mars 2004 qui lui donnait les moyens de remettre en cause l’existence du gouvernement et de sa «majorité», et ainsi de mettre à bas le plan de destruction de l’assurance-maladie. Mais Hollande, glaçant, avertissait alors «*la rue ne doit pas prendre la place des urnes*». Du «diagnostic partagé» jusque lors des débats parlementaires, le PS a martelé le même clou de la «réforme nécessaire», au point de conclure les débats par cette tirade de François Hollande :

*«Votre réforme n’en est pas une, (sic !) pour cela vous signez l’échec de votre plan. Ce n’est pas un plan de redressement mais simplement de renflouement.»*

Le plan Douste-Blazy ne serait pas une véritable «réforme»? Cette argutie a trouvé son plein développement dans la résolution du CCN de Force Ouvrière des 16 et 17 septembre (adoptée unanimement moins une abstention, donc par les militants du PT qui sont nombreux dans cette instance), en ces termes :

*«Le CCN rappelle que, lors des discussions préalables à la loi «portant réforme de l’assurance maladie», ce sont les fondements même de la Sécurité sociale qui étaient mis en cause par l’évocation explicite «de mesures de redressement difficile» et l’intention affichée de modifications en profondeur concernant tant le pilotage, le financement que la maîtrise des dépenses (c’est ce qui a été voté ! – Ndlr).*

*Le CCN considère que la détermination de FO et sa légitimité sur les questions de Sécurité sociale lui ont permis cependant de peser dans le cadre des discussions tant vis-à-vis du gouvernement que du patronat et de freiner pour l’heure la privatisation..»*

---

### ... et du statut d’EDF-GDF

---

Le 29 juin, donc, la majorité parlementaire UMP-UDF entérinait le changement de statut d’EDF-GDF, ouvrant la voie à sa privatisation et procédant à la liquidation du régime des pensions des agents existant jusque lors. C’est un acte politique dont l’ampleur ne doit pas être sous-estimée. EDF-GDF est l’un des bastions ouvriers dont la constitution est intimement liée au flux révolutionnaire de la fin de la seconde guerre mondiale. De plus, c’est le «non» des agents d’EDF au référendum interne sur leur régime de retraites, contre la direction et contre l’appareil CGT, qui avait ouvert la première brèche dans laquelle s’était engagé le puissant mouvement de mai-juin 2003 contre la loi Fillon sur les retraites.

Ainsi, le gouvernement aurait été sensible à la détermination de FO ? Si «*détermination*» il y a, c’est bien à masquer le caractère réel de ce plan. Or, en quoi consiste-t-il ? La mise en place des nouvelles structures (UNCAM dirigée par le gouvernement, «comité d’alerte») a pour objectif de faire appliquer strictement les objectifs de dépenses fixées, depuis le plan Juppé de 1996, par l’Etat – et de les faire assumer notamment par les organisations syndicales. C’est ce qu’annoncent le forfait d’un euro sur la visite médicale, les premières vagues de déremboursement, mais aussi la généralisation à l’hôpital de la tarification à l’activité.

C’est en vue de ces restrictions incessantes à l’accès aux soins que les mutuelles sont associées es qualités à la gestion de l’assurance-maladie pour profiter de l’espace immense qui leur sera ouvert. Un amendement adopté durant la discussion offre même un crédit d’impôt pour la souscription d’une mutuelle (rappelons que c’était à cause de difficultés financières alléguées que ce plan fut lancé) ! Or, les mutuelles, surtout depuis la modification du code de la mutualité par le gouvernement de Jospin, sont des assurances privées, représentent le capital financier. (...)

Avec le plan Douste-Blazy (et le plan «hôpital 2007»), le plan Juppé, que Blondel pour FO caractérisait alors de «hold-up du siècle», est poussé jusqu’au bout. C’est désormais l’Etat qui fera appliquer aux organisations syndicales un objectif budgétaire, fixé par la poursuite du pillage de la source essentielle de financement de la Sécurité sociale, à savoir le salaire différé des travailleurs.

On ne remboursera plus en fonction des besoins, mais en fonction des moyens que la bourgeoisie décidera d’allouer à la santé, et qu’ensuite, le dieu du capital reconnaisse les siens, ceux qui auront payé une bonne complémentaire. Masquer ce basculement, comme le font Hollande ou Mailly, ne sert qu’à justifier a posteriori la participation de bout en bout des directions confédérales, du PS et du PCF, à cette infamie – ainsi que signifier leur volonté de s’associer à l’application à venir de cette «réforme».

En juin dernier, appréciant la nocivité de la politique des dirigeants syndicaux des fédérations d’EDF, combinant journées d’actions, actions éparpillées et négociation en continu avec le gouvernement, nous écrivions «sur une telle ligne, les jeux seraient faits». Nous y opposions, en s’appuyant sur la volonté affichée par des dizaines de milliers d’agents de combattre en défense de leur statut, le combat pour l’appel uni des fédérations (et d’abord la CGT) à la grève générale, à la manifestation à l’Assemblée nationale pour arracher le retrait de ce projet de loi.

Tout au contraire, le 25 juin, allant jusqu’au bout du «syndicalisme de proposition» cher à Thibault, et en présence de ce dernier, venu s’assurer de la solidité de l’appareil, la direction CGT renonçait même au mot d’ordre de «retrait du projet», position saluée aussitôt par *Les Echo*

(«un tournant»). Cela ne déclenchait à l'intérieur de la fédération qu'un simple communiqué de protestation émanant de l'opposition interne apparue lors du congrès de Biarritz, lequel se terminait par une exhortation aux agents à «poursuivre leur actions», autrement dit par l'opposition obstinée à l'appel à la grève générale.

Il faut ajouter que quelques jours auparavant, le congrès de la fédération FO de l'énergie adoptait à l'unanimité une résolution qui, si elle se prononçait pour le retrait du projet de loi, se concluait par un appel... à une énième journée

d'action (celle du 15 juin) et à des «grèves reconductibles» - tout sauf le combat pour la grève générale.

Les agents d'EDF-GDF ont été victimes de cette politique des appareils. Bien qu'ayant témoigné de leur volonté de combattre, il est à noter qu'au cours de leur combat, l'exigence que les directions syndicales appellent à la grève générale a été plus que marginale – contrairement à ce qui s'était produit en mai-juin 2003, c'est bien évidemment une conséquence différée de la lourde défaite subie alors. (...)

### Sur la constitution européenne

#### Manceuvres en tout genre autour de la «constitution européenne»

Au regard de l'ensemble de ce qui précède, pour les travailleurs, la question de la ratification de la «constitution européenne» adoptée par les chefs de gouvernement de l'U.E. en juin dernier est à l'évidence de second ordre. Pourtant, elle occupe une place non négligeable sur la scène politique. A cet égard, l'un des objectifs de Chirac quand il a annoncé le référendum est atteint. Car polariser la vie politique autour de la ratification de ce traité, c'est rejeter dans l'ombre l'essentiel, à savoir le cortège d'attaques anti-ouvrières qui est lancé cette année.

Chirac, en annonçant le référendum, a procédé à une manœuvre politique claire comme le jour : obtenir, au terme d'une année qu'il espère particulièrement fructueuse du point de vue de la bourgeoisie française, un plébiscite, à l'image de celui offert en 2002 par le PS, le PCF, la LCR et les directions des confédérations et fédérations (à l'exception de Force Ouvrière). Un tel plébiscite, la réalisation de l'union nationale derrière lui, serait alors une rampe de lancement pour la dernière étape de l'action de son gouvernement, et pour les échéances électorales prévues pour le printemps 2007. Une autre dimension de la manœuvre de Chirac est de jouer sur les divisions du Parti Socialiste, en escomptant qu'au terme de la discussion interne à ce parti, celui-ci se prononce pour la ratification du traité, vote Chirac, tout en étant affaibli.

Mais Chirac, la dissolution de 1997 l'atteste, est spécialiste des manœuvres qui se retournent en leur contraire. A l'évidence, au sein du Parti Socialiste, une majorité peut se dégager pour rejeter la (dite) «constitution». En effet, dans la continuité des positions adoptées lors du congrès de Dijon sous le feu du mouvement de mai-juin 2003, et aussi en relation avec la victoire électorale remportée aux Régionales, nombreux sont les militants qui disent, comme dans la réunion rapportée *Le Monde* du 20/09: «Jamais je ne voterai avec Chirac et sa bande de pourris !». Nombreux sont ceux qui rejettent le traité «constitutionnel» car ils mesurent sa nocivité, notamment contre les services publics (voir sur le contenu de ce texte l'article que nous avons publié en juin dernier). Cela Fabius l'a senti et c'est pourquoi, prenant le contre-pied de toutes ses positions antérieures, il a opté pour le «non», espérant ainsi se placer en tête des présidentiables du PS. C'est une réelle crise qui s'est ouverte dans ce parti, dont le fond renvoie au vote Chirac en mai 2002, et est de savoir jusqu'où le PS va soutenir Chirac et son gouvernement, crise dont le dénouement ne sera pas sans conséquences sur le développement de la situation et notamment dans les organisations syndicales – comme la CGT, qui n'a pas encore arrêté sa position.

(...)

#### Contre la «constitution européenne», contre Chirac, contre la tenue du référendum

Alors bien sûr l'intérêt des travailleurs est que la constitution européenne ne voie pas le jour. C'est donc que les organisations du mouvement ouvrier (partis et syndicats), mais d'abord le PS pour qui l'échéance est immédiate, se prononcent contre ce traité, contre l'opération de Chirac ... et contre le référendum, pratique anti-démocratique de type plébiscitaire qui interdit à la classe ouvrière d'apparaître sur son propre terrain.

Accepter le cadre du référendum un an à l'avance, celui fixé par Chirac, c'est renoncer à ce que ce soit sur leur propre terrain que travailleurs et jeunes lui infligent, sur cette question ou avant, une salutaire défaite politique, se dégageant des eaux mêlées des «non» dans lesquels se trouveront une nouvelle fois les pieds écrasés de la bourgeoisie française et leurs représentants (Le Pen, de Villiers), et autres. (...)

Encore faut-il préciser : si pour le PS, cette position est d'une actualité brûlante, se polariser dès maintenant autour

d'une échéance prévue d'ici un an serait se placer dans la perspective que d'ici là, le gouvernement ne subisse pas de défaite politique sur la mise en œuvre des projets dont nous avons donné précédemment le contenu. Or seule une telle défaite serait de nature à empêcher le référendum d'avoir lieu et telle est la question décisive !

(...) L'échec de la ratification de ce traité serait certes un revers pour l'ensemble des classes dominantes d'Europe qui le portent et déversent une propagande incessante «pour l'Europe», en réalité pour l'entente européenne des capitalistes. Si le référendum avait lieu, il faudrait voter non.

Mais ce revers, surtout dans le cadre référendaire, n'arrêterait pas le déluge d'attaques anti-ouvrières : le faire cesser ne peut qu'être le produit de la mobilisation du prolétariat français (ou d'autres pays

d'Europe) sur son propre plan, sur ses propres objectifs et par ses propres méthodes.

Aussi pour les travailleurs, tout se ramène à ceci, sans s'en remettre à un hypothétique référendum à l'automne 2005 :

combattre, vaincre le gouvernement Chirac-Raffarin, lui infliger une défaite décisive qui lui porte un coup d'arrêt. Et pour cela : briser la collaboration éhontée que pratiquent avec le gouvernement les dirigeants des centrales syndicales

#### Côte d'Ivoire : Suppl. CPS du 13/11/2004

Pour briser l'étreinte coloniale de Chirac sur la Côte d'Ivoire, la responsabilité des dirigeants CGT, FO, FSU, UNEF, PS et PCF est de se prononcer :

**RETRAIT IMMEDIAT ET INCONDITIONNEL DES TROUPES FRANÇAISES DE CÔTE D'IVOIRE**

Le 6 novembre, sur ordre direct de Chirac, la force de frappe aérienne des troupes de Laurent Gbagbo, qui contrôlent le sud de la Côte d'Ivoire était anéantie en réplique à un bombardement des troupes françaises. L'offensive militaire de Gbagbo pour reconquérir la partie nord du pays était stoppée net.

Dans la nuit du 6 au 7 novembre, l'armée française a organisé le bouclage d'Abidjan, la prise de contrôle de la plupart des ponts ainsi que de l'aéroport international de cette ville. Face aux dizaines de milliers de manifestants rassemblés pour stopper cette invasion, ces troupes n'ont pas hésité à tirer à balles réelles : les victimes de cette répression se sont comptées par centaines de blessés (450 selon la Croix Rouge Internationale), des dizaines de morts. Ceci, les médias français cherchent à l'occulter, déversant leur bile sur les « manifestations de haine anti-française »... dont Chirac et sa politique sont pleinement responsables.

Car ce qui est en jeu en Côte d'Ivoire, c'est que la France des patrons et des banquiers, puissance impérialiste et coloniale, veut préserver son contrôle sur la vie politique et économique de Côte d'Ivoire. Les capitalistes français y sont les premiers investisseurs étrangers et Bouygues, Bolloré, Air France, Axa régissent largement la vie économique du pays. Le marché ivoirien représente 40% de la masse monétaire de la zone CFA – c'est un élément-clé de l'influence économique, financière et diplomatique française en Afrique de l'Ouest. Or, de nombreuses concessions seront renégociées à partir de 2005, et Gbagbo a maintes fois laissé entendre qu'il ne souhaitait pas privilégier les capitalistes français. Aussi l'impérialisme français se bat avec férocité pour maintenir à tout prix sa suprématie - notamment contre les appétits des grands groupes américains.

C'est à cette fin que, après l'échec d'un coup d'Etat dirigé contre Gbagbo en septembre 2002, les troupes françaises sont intervenues (« opération Licorne ») et 10 000 soldats français et casques bleus ont pérennisé la césure du pays en deux qui en a résulté, recoupant les divisions ethniques entretenues et utilisées sous le joug colonial français. Puis Chirac a imposé par les accords de Marcoussis de janvier 2003 un gouvernement « d'union nationale » paravent d'un véritable protectorat français, accords prolongés par ceux d'Accra, et appuyés par la chambre d'enregistrement des desiderata impérialistes qu'est l'ONU – qui a aussi, après coup, donné son soutien à l'opération de mise sous contrôle d'Abidjan.

Comment accepter que la Côte d'Ivoire soit transformée en protectorat français au nom des intérêts des grands groupes qui pillent ses ressources et exploitent sa main d'œuvre ? La première condition pour que les travailleurs et peuples de Côte d'Ivoire puissent disposer d'eux-mêmes, des immenses ressources naturelles d'Afrique aujourd'hui pillées par les grands groupes capitalistes, pour qu'ils s'extirpent des guerres, coups d'Etat et luttes de cliques inspirés par les métropoles et crises économiques à répétition, c'est qu'il soit mis fin à la présence impérialiste, et d'abord à celle de l'impérialisme français.

C'est pourquoi est inacceptable le ralliement total du PS à Chirac « *Nous sommes unis derrière l'action gouvernementale* », (S.Royal dixit), J.Dray porte-parole du PS allant jusqu'à affirmer que la présence française en Côte d'Ivoire n'avait « rien à voir avec une situation coloniale, impériale ou autre » (dépêche AFP du 8/11/04) ! C'est pourquoi est inacceptable la position du PCF qui s'est contenté de quémander à Raffarin ... une réunion d'information de l'Assemblée nationale. Quant au silence des directions syndicales dans ces circonstances (cinquante ans tout juste après le début de la guerre d'Algérie) c'est un silence complice.

En 2003, lors de la guerre contre l'Irak, PS et PCF, dirigeants syndicaux n'avaient pas de mots assez durs pour « la guerre de G.W.Bush » et de compliments pour Chirac... qui entre-temps a voté toutes les résolutions de l'Onu entérinant l'occupation de l'Irak par la coalition américano-britannique (qui lui renvoie aujourd'hui l'ascenseur en le soutenant - comme la corde le pendu - aujourd'hui sur sa politique africaine).

Alors que Chirac fait tirer sur la foule à Abidjan, pour permettre que se manifeste l'opposition à la guerre coloniale du gouvernement Chirac-Raffarin, contre les accords de Marcoussis et les résolutions de l'ONU la responsabilité du PS, du PCF, des directions syndicales CGT, FO, FSU, UNEF est engagée.

Elle est d'appeler, pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, à une :

Manifestation nationale, à Paris pour le retrait immédiat et inconditionnel

**des troupes françaises et « casques bleus » de Côte d'Ivoire.**

---



---

## Appréciation de la situation présente : extraits de l'éditorial de CPS n°18

---

### Accord scélérat à la SNCF : la fédération CGT signe un accord anti-grève

---

Le 26 octobre, la direction fédérale des cheminots CGT décidait de signer un accord avec la direction « pour l'amélioration du dialogue social et la prévention des conflits ». Ce seul titre vaut programme. L'accord stipule : « les partenaires sociaux cherchent à réduire le nombre de conflit ». En signant un tel protocole, les dirigeants CGT cheminots affirment que pour eux la grève serait nuisible et qu'il faudrait donc l'éviter!

« Il s'agit (...) de substituer à la culture de la confrontation trop souvent vécue une culture de négociation et de recherche de compromis »... Alors que le gouvernement (dont procède la direction de la SNCF) et les patrons non seulement ne cèdent sur aucune revendication des travailleurs mais ont réussi – sans la moindre concession – à faire passer leurs contre-réformes, poser comme principe « la recherche de compromis » revient pratiquement à refuser toute lutte pour les revendications, à reconnaître le bien-fondé des « revendications patronales ». Les dirigeants de la CGT sont bien « les lieutenants ouvriers de la bourgeoisie ».

Le contenu est à l'avenant. (...) Notons que l'ensemble des fédérations syndicales a participé à ces négociations

pourtant placées sous le signe de la remise en cause du droit de grève. Ni FO, ni SUD n'ont signé. Mais cette dernière fédération (qui a réalisé près de 15% aux élections professionnelles) s'est abritée derrière la « précipitation de la direction », affirmant « un autre accord était possible » et en dédouanant totalement les signataires de cet accord anti grève : « L'essentiel est bien là : organiser unitairement la résistance aux attaques de la direction, quels que soient les choix de chaque fédération sur une signature ou non au bas de cet accord. » (tract SUD-Rail du 17 novembre).

Les dirigeants CGT se sont enorgueillis d'avoir avec cet accord évité une loi sur le service minimum. La réaction du ministre de tutelle de Robien balaye cette argutie. Il a qualifié cet accord d'accord « d'historique et prometteur ». En réalité, au travers de la direction de la SNCF, c'est bien au gouvernement Chirac-Raffarin que les dirigeants CGT ont ait allégeance, lui donnant la possibilité de lutter contre le droit de grève à la SNCF sans même avoir à passer par la loi. L'accord SNCF est un accord politique et central, dont le contenu n'est autre que l'engagement accru des appareils syndicaux à faire passer eux-mêmes la politique que veut le gouvernement.

(...)

---

### « Constitution européenne » : le PS décide de voter Chirac

---

Ainsi, au terme du référendum interne, le Parti Socialiste a décidé largement de voter « oui » lors du référendum sur la ratification de la « constitution européenne », au bout d'un processus dont un article de ce numéro de CPS rend compte. Cette prise de position n'a rien de surprenant. Comme le montre également l'article de ce numéro, c'est dans la nature du PS que de soutenir l'ensemble des traités qui ont institué l'Union Européenne d'aujourd'hui. L'Union Européenne a été un axe d'Union Nationale y compris quand le PS lui-même était au pouvoir. Cette prise de position n'en prend pas moins dans la situation actuelle un relief particulier. (...)

En se prononçant pour la « constitution européenne », le PS se prononce pour un cadre avec lequel la rupture est pourtant indispensable pour mener une politique favorable aux travailleurs. Cela contribue inévitablement à boucher toute perspective alternative à la poursuite de la politique du gouvernement Chirac-Raffarin.

**Mais de plus, en s'appropriant ainsi à voter « oui à Chirac » une nouvelle fois (après les présidentielles de 2002 et le soutien apporté sur la question de l'Irak en 2003), le PS apporte une aide précieuse à celui-ci pour effacer jusque sur le terrain électoral la défaite cuisante de l'UMP et de l'UDF aux dernières élections régionales et cantonales.** (...) D'ailleurs Chirac a aussitôt mis à profit cette opportunité. D'abord en annonçant (« j'ai décidé ») la date du référendum, date avancée par rapport à ses propos initiaux, conséquence bien entendu du vote du PS. Le référendum aura lieu en juin... sauf si bien sûr les organisations du mouvement ouvrier adoptaient la seule position de principe se situant sur un terrain de classe : le boycott de ce référendum-plébiscite. Si tel n'était pas le cas – et c'est maintenant vraisemblable, sauf bouleversement sur le terrain de la lutte des classes - les travailleurs n'auraient alors comme seule possibilité que d'aller voter « non » à Chirac, « non » à la Constitution Européenne, pour les Etats-Unis Socialistes d'Europe.

---

### La situation reste marquée par le poids des défaites de mai-juin 2003 et de l'été 2004

---

Le déferlement ininterrompu des attaques contre les masses, leur prise en charge plus ouverte que jamais par les directions syndicales, par le PS, le PCF, ne tombent pas du ciel. Elles procèdent du tournant qui s'est produit dans la situation française avec la défaite des travailleurs sur la question politiquement cruciale des régimes de retraite en juin 2003.

Cette défaite est totalement imputable aux appareils du mouvement ouvrier qui n'ont pas rompu avec le gouvernement, à ne pas appeler à l'affrontement ouvert pour le chasser – en refusant d'appeler à la grève générale, puis à la manifestation à un million et plus à l'Assemblée pour le retrait du projet Fillon. Comme s'en félicitait le



Medef, c'était un événement « historique » : pour la première fois depuis des décennies, un gouvernement bourgeois tenait bon sans rien céder face au mouvement des masses pour détruire une position de première importance politique, le régime de retraite des fonctionnaires. C'est à partir de cette victoire du gouvernement Chirac-Raffarin que la voie s'est ouverte pour la pléthore de projets scélérats qui attendaient leur tour. Cette victoire avait été préparée par des années de propagande en la faveur d'une « réforme » par les directions syndicales, notamment en participant au Conseil d'Orientation des Retraites mis en place par le gouvernement Jospin-Gayssot et cie, gouvernement qui par là même initiait cette contre-réforme. Cette orientation a été défendue tout au long du mouvement du prolétariat contre cette « réforme » à partir de janvier 2003 et du « non » des travailleurs d'EDF-GDF à la modification de leur statut, au sein d'un « front unique » constitué autour de la nécessité d'une « réforme » et de l'abandon de la ligne de défense des 37,5 annuités. L'offensive gouvernementale avait d'autant plus de force qu'elle s'appuyait sur l'appel (sauf FO) des organisations ouvrières à plébisciter Chirac en mai 2002, lui donnant une légitimité politique sans précédent (et une majorité absolue à l'Assemblée).

Que la défaite des travailleurs de mai-juin 2003 constitue un tournant majeur dans la situation politique, avec comme conséquence un profond reflux, l'exemple de la SNCF le montre bien. En septembre 2003 déjà, la direction avait

tenté de passer au cou des travailleurs le nœud coulant de la « prévention des conflits ». A l'époque, la direction fédérale CGT n'avait pas signé. C'est en cette rentrée qu'elle s'y est décidée, profitant d'une atmosphère politique le lui permettant. Car après les retraites, les travailleurs d'EDF-GDF dont la disponibilité au combat s'était à nouveau manifestée n'ont pu renverser l'obstacle des appareils syndicaux, lesquels – celui de la CGT au premier rang – auront fini par co-rédiger la loi de casse du statut d'EDF-GDF avec le ministre Sarkozy, pendant que les dirigeants confédéraux de leur côté en faisaient de même avec la contre-réforme de l'assurance-maladie. Ce sont là deux nouvelles défaites majeures qui sont venues enfoncer encore le clou de la défaite de mai-juin 2003, et notamment liquider les possibilités politiques ouvertes par la déroute électorale subie par l'UMP aux régionales et cantonales de mars 2004.

Pèse aujourd'hui sur la conscience de la classe ouvrière et de tous les travailleurs l'impression qu'il n'est possible, ni par la rue, ni par les urnes, de porter un coup d'arrêt à ce gouvernement. Que cela ne puisse durer indéfiniment est une certitude : la nécessité du combat pour défendre les aspects les plus vitaux de leur existence l'emportera chez les travailleurs sur la démoralisation produite par ces défaites. Mais il ne faut pas confondre aujourd'hui et demain. (...)

---

### Pour les capitalistes français en difficulté, ce n'est jamais assez

---

Une autre raison motive cette avalanche de coups contre les travailleurs et leurs familles. La position politique et économique de l'impérialisme français à l'échelle internationale continue de se dégrader. (...)

C'est le cas au sein de l'Union Européenne. Après avoir dû accepter une « constitution » bien éloignée de ses ambitions initiales, la France avait déjà dû se contenter d'un strapontin au sein d'une nouvelle commission dominée par les membres de la « nouvelle Europe » chère à l'impérialisme américain. C'est maintenant l'adhésion de la Turquie que Chirac a dû s'avaloir, quelques semaines après que l'UMP, son parti, se soit exprimé fortement contre (outre les relents racistes de cette position, elle exprime surtout le refus de voir rentrer dans l'UE un nouveau satellite de l'impérialisme US – et secondairement de l'impérialisme allemand). Sur un autre plan, les négociations en cours sur la réforme du conseil de sécurité de l'ONU n'auront qu'un aboutissant : affaiblir la position surdimensionnée qu'y occupe la France. (...)

Enfin, la situation en Côte d'Ivoire, au cœur de l'ancien empire colonial français, illustre parfaitement ce processus de déclin irréversible. En 1994, en dévaluant le franc CFA de moitié, l'impérialisme français reconnaissait qu'entretenir ses positions était au dessus de ses moyens. Depuis, les unes après les autres, comme dans un jeu de domino, ses positions tombent. D'abord le Rwanda (malgré une intervention en soutien au génocide), puis le Zaïre avec la chute de Mobutu, puis Madagascar. En Centrafrique la

France n'a pu empêcher la chute de régime de Patassé. Ceci ne signifie pas d'ailleurs qu'ici ou là, par exemple au Zaïre, les nouveaux régimes soient devenus ouvertement hostiles à l'impérialisme français. Mais le processus de décomposition qui frappe les positions de ce dernier est frappant, et les masses d'Afrique en payent le prix (notamment dans l'est du Zaïre dépecé et pillé de ses énormes richesses minières au prix de plus de trois millions de morts en dix ans qui sont à ajouter au passif de l'impérialisme français). En Côte d'Ivoire, la France s'accroche (cf. le communiqué que nous reproduisons dans ce *cps*).

Il ne faut cependant pas s'y tromper : même si la pression des multinationales américaines s'accroît avec le recul français, en votant pour les résolutions de l'ONU entérinant l'agression militaire française contre la Côte d'Ivoire, le gouvernement américain a signifié que, pour l'instant, le seul garant de « l'ordre » impérialiste dans ce pays demeurerait l'impérialisme français. Mais les meilleurs alliés des groupes capitalistes français qui veulent continuer à piller l'Afrique en toute tranquillité, ce sont une nouvelle fois les appareils syndicaux, le PS et le PCF qui à aucun moment ne remettent en cause l'intervention française en Côte d'Ivoire (et ce jusqu'au Parti des Travailleurs lequel est ouvertement contre le retrait des troupes françaises sous prétexte de la lutte contre l'impérialisme US en Afrique – voir dans la rubrique *les militants interviennent*). En ce sens, la question de la Côte d'Ivoire rejoint entièrement l'ensemble des questions politiques que les travailleurs ont

à résoudre pour pouvoir combattre et vaincre : il faut pour cela briser le soutien qu'apportent en tous domaines les

appareils au gouvernement UMP Chirac-Raffarin.

---

**Pour frayer la voie au combat contre le gouvernement Chirac-Raffarin,  
Agir pour dresser contre lui le front uni des organisations ouvrières (partis, syndicats)**

---

Le 11 janvier, les confédérations CGT, FO, CFDT et CFTEC ont convoqué une « *journée d'action et de mobilisations locales* » pour le 5 février, sur les thèmes suivants (on n'ose pas parler de « revendications ») : « *sur le temps de travail (35 heures et journée de solidarité), les négociations salariales dans le public et le privé, le développement de l'emploi et la défense du droit du travail* ». Selon le représentant FO, Valladon, ces actions seront « *à géométrie variable* », « *soit ensemble, soit en parallèle, soit séparément* » (sic !). En parallèle à cet appel, les directions CGT et CFDT faisaient savoir qu'elles s'opposaient à une nouvelle loi sur la durée du travail. Mais dans l'appel en question (pour un samedi après-midi), aucune revendication. Ni celle du retrait du projet de loi Morange. Ni, concernant les salaires, l'exigence du rattrapage du pouvoir d'achat perdu depuis 2000, sans même parler de sa garantie ultérieure par l'indexation du point d'indice de la fonction publique sur l'inflation.

Mais la question que se posent les travailleurs, la jeunesse, c'est de savoir comment enrayer l'offensive à coups de redoublés que mène le gouvernement – et aucun d'entre eux n'a l'illusion que la journée « *à géométrie variable* » du 5 février est de nature à avancer vers cet objectif, tout comme ils ont pu apprécier à sa juste mesure la succession quotidienne de journées d'actions éclatées du 18 au 20 janvier. Pour en finir avec la politique du gouvernement Chirac-Raffarin, ce dont a besoin le prolétariat, c'est que les organisations du mouvement ouvrier (partis, syndicats), réalisent l'unité pour le combattre et le vaincre, et donc rompent avec lui. Agir en ce sens, intervenir sur la

perspective du front uni des organisations ouvrières, c'est la seule politique qui permette de lever l'obstacle majeur à l'engagement du combat, qui permette de surmonter le poids des défaites subies en 2003 et 2004. C'est la seule voie qui permette de combattre effectivement la politique de subordination ouverte au gouvernement et à la bourgeoisie que développent aujourd'hui plus que jamais les appareils syndicaux, le PS, le PCF, en dressant contre eux la seule force capable d'inverser le cours des choses : celle de la classe ouvrière et de l'ensemble des travailleurs. Ce sont les développements de la lutte des classes qui permettront de mettre à l'immédiat ordre du jour la seule alternative possible à l'étape actuelle au gouvernement UMP-UDF, à savoir un gouvernement issu du front unique de l'ensemble des organisations du mouvement ouvrier.

Mais aucune illusion ne peut être de mise : si les appareils syndicaux, le PS, le PCF, s'efforcent de couvrir totalement le gouvernement, c'est qu'ils sont eux-mêmes profondément insérés dans la société bourgeoise. Même s'il est possible et nécessaire de leur imposer qu'ils cessent de collaborer avec le gouvernement et combattent pour le retrait de ses plans scélérats, de nourrir sur cette perspective les possibilités que jaillissent des mouvements de masse, ils ne s'engageront pas dans la seule voie qui permette de satisfaire les aspirations et les revendications de la population laborieuse : l'expropriation du capital.

Rien n'est plus fondamental que d'intervenir au compte de la construction du parti ouvrier révolutionnaire, combattant pour le socialisme.